

alternatives

non violentes

B.D.I.C.

armée et socialisme

Roger Garaudy

Paul Virilio

Jean Jacqmain

Pierre et Jean Fabre

François Marchand



7

8° P 6112

revue bimestrielle 5 f



EDITORIAL

Pour la plupart des gens, et probablement pour la plupart des militaires, l'armée répond à un besoin précis et fondamental : la défense nationale à l'égard de l'étranger.

Les deux guerres mondiales expliquent très bien cela. L'ensemble de la nation s'était alors vue menacée par un ennemi extrêmement dangereux, et elle n'avait plus eu qu'à mettre son espoir dans une armée au-dessus des classes et des groupes, creuset de la nation, symbole de la patrie. Cette image de l'armée n'était pourtant pas celle qui s'était imposée au cours du XIX^e siècle. Jules Fabre et Thiers avaient fait alliance avec Bismarck contre les Parisiens et sous leur mandat la tâche prioritaire assignée à l'armée avait été le maintien par la force de l'ordre établi.

Mais depuis 1945, une nouvelle notion s'est avérée inséparable de la guerre moderne : celle de la défense intérieure du territoire, notion qui finalement nous fait revenir à l'armée de Thiers. L'adversaire potentiel — en termes clairs, les Soviétiques — est supposé trouver des complicités sur place — les communistes. C'est pourquoi on a conçu la D.I.T., Défense Intérieure du Territoire, devenue depuis la D.O.T., Défense Opérationnelle du Territoire.

A l'époque de la guerre froide, ce type d'organisation pouvait trouver sa justification aux yeux de l'opinion publique. Aujourd'hui que Soviétiques et Américains pactisent pour s'affirmer communautairement comme les gendarmes du monde, l'opinion devrait comprendre que la D.O.T. représente en vérité une grave menace contre ses libertés, dont la liberté de choisir un autre type de société. Les communistes français ne sont pas plus (ni moins...) vendus à l'U.R.S.S. que ne le sont les libéraux aux U.S.A., et s'il y a un danger intérieur, il est peut-être à rechercher avant tout du côté de l'armée...

La gauche traditionnelle est maintenant consciente (mais il a fallu pour cela le coup d'Etat militaire au Chili) que le rôle donné à l'armée ces dernières années (depuis mai 1968 surtout) vise à faire de celle-ci une force de répression de tout mouvement populaire. Elle constate toutefois des contradictions au sein du corps des militaires, et manifestement, elle ne désespère pas de rallier la majorité de ceux-ci au socialisme, et d'écartier ainsi tout danger militaire. Le « Mouvement des capitaines » au Portugal n'est pas fait pour l'en dissuader.

A notre avis, c'est avoir une vision bien étroite de l'armée que de penser résoudre le problème militaire aussi simplement. A partir de l'institution militaire s'est mis en place, dans la logique du développement du capitalisme, tout un complexe militaro-industriel, qu'Olivier Brachet et Michel Tachon ont bien analysé dans leur récent ouvrage, *La France Militarisée* (Ed. du Cerf, 1974). Ce complexe, dont les militaires constituent le rouage de base quand bien même ils n'en sont pas forcément conscients, tient en main quasi-maintenant toute notre économie. L'entreprise Berliet, par exemple, serait réduite à la fermeture si elle ne bénéficiait pas de ses 8 % de commandes militaires régulières.

Les frontières entre le domaine civil et le domaine militaire s'effacent quotidiennement. Par ses commandes, l'armée est présente dans les usines. Par ses crédits, elle est présente dans les laboratoires de recherche. Par la façon dont est conçue et organisée la D.O.T., elle se trouve en mesure de contrôler toutes les activités du pays et tous les citoyens sur les lieux mêmes de leur travail ou de leur résidence.

Selon le défunt sociologue américain, Charles Wright Mills (il faut lire son maître-livre *l'Elite du Pouvoir*, Maspéro, 1969), le pouvoir, dans l'Etat moderne, ne revient plus aux possédants mais à ceux qui exercent le pouvoir de décision sur la vie des autres. Aux Etats-Unis, il est déjà clair que ce pouvoir échappe de plus en plus aux rouages d'un système démocratique bien éprouvé, et qu'il se situe dans les secteurs de l'économie et de la bureaucratie où les militaires jouent de leur influence. Le même phénomène n'est-il pas en train de se produire en France ? Il semble que si.

En tant que type humain, le militaire professionnel ne recherche pas intrinsèquement le pouvoir politique et économique. Mais les détenteurs de ce pouvoir s'évertuent actuellement à s'assurer la collaboration des militaires, car un officier supérieur expérimenté est un excellent instrument de légitimation de leur politique. Utilisé avec soin, il peut mettre la politique « au-dessus des partis », voire mettre l'économie « au dessus des classes ». Les militaires ne peuvent que constater de ce fait une carence des civils, et le pouvoir politique peut leur paraître imposé. En face de l'effritement des institutions familiales et scolaires, n'estiment-ils pas souvent, déjà, que l'armée est « la seule école de vie » subsistante ?

« Un peuple qui a une armée ne saurait être un peuple libre », affirme Roger Garaudy dans une de ses réponses aux questions que nous lui avions posées et que nous publions dans ce numéro. C'est notre conviction depuis longtemps. Quand sera-t-elle celle de la gauche dans son ensemble ? Quand sera-t-elle celle des militaires vraiment attachés — car il y en a — à la démocratie ? Si nous voulons une société autogérée, il n'est pas pensable que soit maintenue l'armée, avec

tout ce que celle-ci suppose de pouvoir hiérarchique et disciplinaire. Les anarchistes espagnols et ukrainiens ont naguère tenté de constituer des « armées autogérées ». Leurs expériences respectives se sont soldées par des échecs, comme pourront s'en rendre compte nos lecteurs en lisant l'article que nous a donné Jean Jacqmain. Responsable de la branche belge du Mouvement International de la Réconciliation, professeur de Sciences Sociales, marxiste, Jean Jacqmain présente la particularité de faire une lecture non violente du Capital. Nous espérons, qu'il voudra bien nous faire profiter plus souvent de ses recherches, et nous invitons nos amis à faire appel à ses compétences.

Mais ce numéro est surtout dominé par un texte fort dense de Paul Virilio, mettant en garde contre l'émergence d'une civilisation militaire. Paul Virilio est directeur-adjoint de l'école d'architecture du boulevard Raspail, à Paris. Depuis une dizaine d'années, il s'attache à l'étude de l'utilisation de l'espace par les militaires, et il s'apprête à publier deux ouvrages qui, sans aucun doute, marqueront une date dans la réflexion sur le fait militaire. Pour notre part, nous n'avions encore jamais lu une analyse aussi cohérente en ce domaine, et nous voudrions que nos lecteurs accordent toute leur attention à ce document.

On trouvera aussi un article de notre camarade Pierre Fabre sur l'intervention de l'armée britannique en Irlande du Nord, ainsi que quelques observations que nous a envoyées un lecteur, François Marchand, sur les luttes des soldats et des pacifistes en Finlande, un pays que nous connaissons trop mal. Ce sont évidemment là de brefs aperçus sur lesquels il faudra revenir, surtout pour ce qui est de l'Irlande.

Enfin, nous avons réalisé collectivement une interview de Jean Fabre, sur la campagne de résistance non violente à la militarisation dans laquelle il s'est lancée. Tout cela, pensons-nous, constitue une contribution à la construction du socialisme dans notre pays...

Christian DELORME

Roger Garaudy répond aux questions d'Alternatives non violentes



Photo Nouvel Observateur

A.N.V. — Comment vous situez-vous personnellement par rapport à la non violence ? Qu'est-ce que cela évoque pour vous : un prophétisme ou une efficacité historique ?

R.G. — Ce que je sais des non violents, par leurs écrits et leur action, m'a permis de dépasser les appréhensions qui naissent inévitablement de leur étiquette :

1) Je comprends mal qu'un mouvement se définisse seulement comme une négation, fut-ce celle de la violence, alors que votre doctrine et votre pratique montrent qu'il s'agit d'une chose éminemment positive : une **stratégie du changement**.

2) Je comprends mal qu'un mouvement se définisse seulement par ses **moyens** (la non violence est de l'ordre des moyens) et non par ses **fins**, alors que votre doctrine et votre pratique montrent que votre visée est celle d'un socialisme d'auto-détermination des fins et d'auto-gestion des moyens.

3) L'insistance à affirmer le primat de la non violence conduit à penser que vous vous placez sur un plan moral et non politique ; et malheureusement certains de vos textes confirment cette impression, en particulier, lorsque dans votre manifeste (« Fondements d'une non violence

politique »), vous définissez l'esprit non violent à partir du point de vue spiritualiste et dualiste de Ghandi : « Pour appliquer la non violence, il est indispensable d'admettre l'existence de l'âme en tant que principe permanent distinct du corps », ce qui me paraît ramener tous les anciens dualismes mortels.

Ces réserves faites sur le nom même de votre mouvement qui crée tant de confusion, je suis en complet accord avec vous lorsque vous démystifiez la violence.

a) **du côté conservateur** en démasquant l'hypocrisie de ceux qui identifient violence et révolution. Don Helder-Camara dans sa « **Spirale de la violence** », a fait avancer le problème en distinguant :

- 1) La violence institutionnelle, celle qui a pour objet de perpétuer les oppressions et les exploitations.
- 2) La violence révolutionnaire dirigée contre la première.
- 3) La violence répressive dirigée contre la seconde.

La première violence, institutionnelle, celle de l'injustice du désordre établi est la pire de toutes et la mère de toutes les autres violences.

b) **Du côté révolutionnaire** en détruisant les illusions : les illusions de ceux qui prétendent avec quelque naïveté que la révolution est « au bout du fusil » alors que tous les fusils sont dans les mains de l'adversaire.

Ensuite l'illusion de la révolution dualiste, c'est-à-dire octroyée « par en haut », par une poignée de militaires ou de militants, et qui perpétue la distinction entre dirigeants et dirigés avec toutes les aliénations qui en découlent.

L'expérience de plus d'un demi siècle de révoltes se réclamant du socialisme a montré que le socialisme ne saurait être institué par en haut mais par en bas, et que le postulat fondamental du socialisme est un pari sur les possibilités créatrices de chaque homme et de tout homme à tous les niveaux de l'économie, de la politique, et de la culture. Les stratégies non violentes sont donc étroitement liées à un socialisme fondé sur l'autodétermination des fins et l'autogestion des moyens.

— Au niveau de la production, par les Conseils ouvriers excluant la délégation et l'aliénation de chaque travailleur ;

— Au niveau de la consommation, par des communautés de base, c'est-à-dire des organismes qui ne soient ni étatiques, ni privés, mais gérés par les usagers eux-mêmes ;

— Au niveau de la culture par des centres d'initiative conçus sur le modèle des communautés de base.

Je n'oppose pas le prophétisme à l'efficacité historique car aujourd'hui plus que jamais le prophétisme, c'est-à-dire une vision de l'avenir qui ne soit pas sur le prolongement du passé et du présent, est la condition même de l'efficacité historique.

A.N.V. — On parle beaucoup de Révolution culturelle comme changement à la fois des structures et des mentalités. Comment articuler les deux ?

R.G. — La Révolution culturelle, c'est un changement de projet de civilisation et en particulier un changement de modèle de croissance. Il n'y a pas d'autogestion possible si nous ne changeons pas notre modèle de croissance qui implique, en son principe même, la subordination des hommes comme producteurs et comme consommateurs à un développement économique sans finalité humaine au service seulement de la volonté de profit ou de la volonté de puissance de quelques-uns.

Le changement du modèle éducatif joue dans cette mutation un rôle capital. Cette éducation ne peut plus se faire uniquement à l'école, devenue un instrument d'intégration au système et non pas de prise de conscience de ses contradictions.

Une révolution culturelle implique à la fois une éducation permanente et une autogestion des luttes.

— Une **éducation permanente** ayant pour objectif de rendre possible la participation de chacun aux décisions, ce qui implique une formation et une information économiques, une réflexion esthétique sur l'acte créateur, une réflexion prospective sur les finalités, une mise en cause permanente de tous les dogmatismes ;

— **Une autogestion des luttes** préfigurant déjà, au niveau de l'organisation et de la théorie du mouvement révolutionnaire, la future société socialiste d'autodétermination et d'autogestion.

A.N.V. — Votre pensée concernant le nouveau « bloc historique » a-t-elle évolué ? Pensez-vous qu'elle peut inclure de nouvelles formes d'action (non traditionnelles dans la gauche classique) comme les boycotts, refus d'impôts, désobéissance civile, etc. ?

R.G. — Ce que je n'ai cessé d'appeler le nouveau « bloc historique » me paraît plus que jamais la base de principe de la nouvelle alliance qui ne reposeraient pas sur des compromis réalisés « en haut » entre des états-majors de partis, mais sur une base de classe, réunissant, avec la classe ouvrière, tous ceux qui, comme elle, ne veulent plus être des objets de l'histoire mais en devenir les sujets, c'est-à-dire faire leur propre histoire et non pas celle qui leur est imposée d'en haut par une classe ou une bureaucratie.

Il va de soi qu'aucune forme d'action n'est exclue (même pas, dans des cas bien déterminés, certaines formes de violence) ; mais les formes de non-coopération avec le système ont une place privilégiée : notamment des grèves qui ne soient pas seulement arrêt du travail et occupation de l'entreprise, mais mise en marche et fonctionnement de l'entreprise selon des normes qui ne soient pas les normes jusqu'à présent en vigueur, du patronat ou de l'Etat.

Ceci n'exclut aucune des formes d'action que vous suggérez et qui toutes impliquent une **initiative venant de la base**. C'est celà qui me paraît essentiel beaucoup plus que le caractère violent ou non violent de cette action.

A.N.V. — Un régime socialiste autogestionnaire aurait-il à se défendre ? Si oui, comment ? Comment analysez-vous les phénomènes du militarisme et de la course aux armements ?

R.G. — Si nous méditons sur le rôle des armées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'on peut se demander s'il ne faut pas repenser fondamentalement le problème.

Distinguons les armées des « supergrands », des petits pays, et des moyennes puissances.

Les armées des « supergrands » (nommément les Etats-Unis et l'Union Soviétique) après la deuxième guerre mondiale n'ont jamais joué un rôle national. Elles ont été l'instrument de répressions idéologiques ou de visées dominatrices sinon mercantiles. Qu'il s'agisse de l'armée américaine et de ses interventions au Viet-Nam et dans les pays d'Amérique Latine, pour imposer ou maintenir au pouvoir les équipes politiques ou militaires les plus serviles et les plus corrompues ; ou qu'il s'agisse de l'Armée soviétique, née pourtant du peuple avec la Révolution d'Octobre, soudée à lui dans la grande guerre patriotique contre le fascisme hitlérien, et qui n'est plus utilisée depuis lors que comme instrument de l'occupation, voire de l'invasion (en Tchécoslovaquie) pour empêcher les peuples voisins, de l'Elbe à la frontière chinoise, de créer leur modèle propre de socialisme. En ce qui concerne les petits pays, le rôle des armées n'a pas davantage de caractère national : dans les pays d'Amérique latine, les armées, qui absorbent l'essentiel de « l'aide » financière américaine, ont pour rôle essentiel de maintenir au pouvoir, au profit d'une infime minorité de « collabos » bénéficiaires de la « croissance », les régimes qui sacrifient les intérêts, l'honneur et les aspirations de leur peuple, ou pour renverser les gouvernements ou les mouvements populaires s'efforçant d'aller vers l'indépendance nationale et la justice sociale. Ce n'est point là un cas particulier pour l'Amérique Latine : du Viet-Nam au Cambodge, de la Grèce au Brésil, du Zaïre au Chili, il devient de plus en plus clair qu'un peuple qui a une armée ne saurait être un peuple libre (1).

Les peuples de moyenne puissance ont de moins en moins les possibilités d'une « défense nationale ». D'abord parce que, qu'ils le veuillent ou non, ils sont conduits à s'intégrer à des blocs plus puissants : l'insistance des pays de l'Europe occidentale en faveur du maintien des troupes américaines en Europe, témoigne

(1) Le cas du Portugal n'infirme pas cette règle : le mouvement de révolte est né dans une armée démoralisée par une guerre colonialiste sans issue en Afrique, et qui fait appel au peuple (en limitant les initiatives) lorsqu'il n'y a pas d'autre voie possible.

avec éclat qu'aucune défense « nationale » (ou même « européenne ») ne serait possible contre l'Union Soviétique sans le « protecteur » américain. De même d'ailleurs qu'une éventuelle « défense » contre les U.S.A. ne serait pas possible sans l'Union Soviétique.

Les armées de ces pays — dont fait partie la France — sont ainsi réduites à une situation très difficile et l'on comprend que beaucoup d'officiers et de soldats s'interrogent sur le sens même de leur mission.

L'armée conventionnelle ne peut avoir qu'un rôle de répression.

L'arme nucléaire n'est pas à l'échelle des confrontations éventuelles avec les supergrands.

Ainsi aucune armée au monde, en ce dernier quart du XX^e siècle, qu'il s'agisse de pays immenses, moyens ou petits, ne joue plus un rôle de défense nationale.

Le concept d'armée nationale, vieux de plusieurs siècles, est aujourd'hui fondamentalement remis en cause par les développements actuels de l'histoire mondiale.

La véritable « défense » d'un peuple et des valeurs de civilisation qu'il a créées et qu'il incarne, ne dépend plus d'une « garde aux frontières », mais de la réalisation d'un véritable consensus intérieur et de rapports radicalement nouveaux avec les autres peuples, occidentaux et non occidentaux.

La seule défense possible de l'indépendance est celle d'un peuple suffisamment attaché à son système économique, social, politique et spirituel, pour que tout occupant éventuel ne puisse espérer aucune collaboration de sa part. C'est ce qu'a prouvé le peuple du Viet-Nam, face à l'agression américaine et ce qu'a montré aussi l'expérience européenne : briser l'armée tchèque n'eut demandé que quelques heures à l'armée soviétique, mais la résistance, non d'une armée, mais d'un peuple, même d'un petit peuple comme la Yougoslavie, suffit à décourager l'invasion. Un autre exemple : ni Mac Arthur, au temps de la guerre de Corée, ni les dirigeants soviétiques aujourd'hui, n'ont couru le risque d'un bombardement atomique de la Chine par la crainte moins d'une armée chinoise que de la résistance totale de tout un peuple.

C'est ainsi seulement qu'un socialisme autogestionnaire pourrait se défendre : ni par une armée conventionnelle, ni par une prétendue force de dissuasion sans aucune mesure avec les forces de ceux qui le menaceraient, mais par l'attachement d'un peuple dans lequel chaque citoyen se sent personnellement responsable de l'avenir des libertés conquises.

COMBAT NON VIOLENT, périodique d'information sur l'action non violente en France et dans le monde.

Abonnement : 30 F (CCP Les Amis des Circauds 4514-75 Lyon)
Vendranges 42590 Neulise

Un texte de base :

« Fondement d'une non violence politique », J. Semelin, J. Tivelli, 0,80 F l'unité franco. Groupe non violent, 11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris (joindre le règlement à la commande).

Une société para-civile

Après Hiroshima, les grands États victorieux se trouvèrent rapidement dans une série de situations inédites. Ils étaient à la fois plus impérialistes et menaçants que jamais et en même temps, ils étaient devenus «inoffensifs». Le pouvoir militaire c'était alors de ne pas posséder la Bombe, c'est-à-dire pouvoir encore «spéculer», s'adonner au jeu de la stratégie, et des partenaires aussi improvisés que Cuba, Israël ou la Chine mettaient sans cesse leurs protecteurs au pied du mur en parcourant sans eux les différents degrés de l'escalade. Les deux Grands pallierent cette situation en prenant l'un et l'autre leurs distances vis-à-vis de leurs encombrants partenaires et créèrent *l'entente nucléaire*, la domination du monde par un seul schème stratégique, absolu dans son résultat, annihilant ainsi pour un temps toutes les autres formes de spéculation, ou velléités d'escalade car on ne peut évidemment aller au-delà de l'adhésion à la mort universelle. Ils restauraient ainsi le pouvoir de leur bombe mais en le transférant dans un autre domaine, celui de la terreur.

On n'a pas assez pesé, semble-t-il, ce double terme, *arme stratégique*, c'est-à-dire synthèse de l'attaque et abandon

de l'assaut, synonyme d'abandon des armes traditionnelles et de leur remplacement par des armes nucléaires.

Il existe deux types d'armes nucléaires : les armes tactiques et les armes stratégiques. Les armes tactiques sont utilisées pour détruire des unités militaires ou civiles dans un combat local. Elles sont utilisées pour détruire des unités militaires ou civiles dans un combat local. Elles sont utilisées pour détruire des unités militaires ou civiles dans un combat local.

«La classe militaire n'est pas conservatrice»

de la défense, de la résistance. L'équilibre de la terreur, la politique des enjeux, perpétuant dans la paix la situation d'un monde qui ne prétend finalement plus rien défendre ni conserver. Alors, on s'interroge : pourquoi les États développés ont-ils tous choisi cette face de la stratégie ? pourquoi ont-ils résolu de porter à l'absolu le principe de l'attaque, pourquoi ont-ils renoncé à l'autre face de l'art de la guerre et n'ont-ils pas instauré une course vers la protection et la défense ?

On peut immédiatement répondre que ce développement de notre protection aurait mis en cause l'ensemble de l'activité de guerre elle-même : l'idée de défense absolue contredit le concept de guerre comme totalité cohérente, et dès le XIXe siècle les nations antagonistes appliquaient de concert, sur leurs territoires respectifs en Europe, ce principe de la limitation de la défense comme *permissive* de l'activité de l'attaque ; car, en cas de défense absolue, écrit Clausewitz, la guerre ne pourrait être menée que d'un seul côté ; il en résulte «qu'en guerre, la défense ne doit être que relative, elle doit s'appliquer à la notion d'ensemble et ne doit pas être étendue aux parties».

Mais lorsque l'attaque est devenue comme aujourd'hui absolue, c'est-à-dire portant à la fois sur l'ensemble et les parties, le concept de guerre lui-même semble également disparaître. «Faire la guerre à la guerre !», c'est le slogan du statu-quo, de la dissuasion, «La bombe tue la guerre» et l'équilibre de la terreur serait «hautement moral» puisqu'il sauverait finalement la paix du monde... seule la construction d'une défense absolue ou du moins une tendance vers ce concept, aurait sauvé le monde. L'art de la guerre ne peut, par quelque miracle, devenir contraire à son principe et créer la paix ; la bombe ne supprime pas la guerre, elle supprime seulement un certain nombre de ses hasards en transférant à un autre niveau la décision stratégique : c'est pourquoi s'il y a eu entente immédiate sur le principe simplificateur de la dissuasion, il ne peut y avoir entente sur la limitation complexe des armements et de leur production.

Skylab brillant comme un miroir dans le ciel où il poursuit sa surveillance silencieuse, les grandes explosions sur les atolls paisibles, les fusées dressées vers le ciel, déployant dans leurs silos des luxes de cathédrales : Chartres serait aujourd'hui hors de prix mais pas ces merveilleux sous-marins atomiques qui s'en vont hiverner sous les banquises, pas ces engins rutilants qui peuvent retomber en pluies mortelles sur les habitants des cités, pour eux, les États sacrifient le budget des nations, pour son industrie militaire de pointe le peuple indien a été délibérément condamné à la famine et aujourd'hui les populations planétaires sont invitées au grand jeûne, à la grande pénitence, si elles ne veulent pas être terriblement punies. La technique est belle et nous avons été dressés à l'adorer.. En Nouvelle-Guinée, le «culte du cargo» se fonde sur la croyance indigène que l'ensemble des marchandises européennes, qu'il s'agisse d'avions, d'équipements ménagers ou militaires, de navires, ne sont pas des produits de l'industrie humaine et peuvent être obtenus ou refusés par la pratique de certains rituels (1)... mais dans n'importe quel film américain des années 50, l'électro-ménager était aussi une sorte de dieu-laré dont le culte devait être obligatoirement célébré, il suffisait alors à un occidental de posséder un petit véhicule chromé pour fasciner une femme... Cependant, ces différentes mystiques ou chapelles de la technique sont brusquement tombées en désuétude : les vastes temples du cinéma ont été démolis, on désarme les paquebots géants, on abandonne les projets d'avions

supersoniques civils, etc... Il ne s'agit pas là de décrépitude du culte de la technologie occidentale mais de la simple reconnaissance de ses nouvelles dimensions pratiques : l'équilibre de la terreur, c'est finalement l'instauration d'une seule et redoutable église du progrès, d'une religion d'État mondiale et l'assimilation normale de toutes les sectes gentilices, des cultes sauvages. Avec le statu-quo, l'ensemble de l'évolution technologique est entré dans un autre univers de signes, celui de l'administration et de l'entretien de la terreur, sa redistribution au plan local sous forme de menaces : l'hécatombe de la route, l'industrie qui pollue et fait peur, l'électro-ménager qui tue plus à domicile que la voiture.. Savoir ce qu'une civilisation sacrilégiée, ce qui chez elle, en devenant cérémonial, échappe à la raison.

Lorsque Clausewitz constate vers 1916 que la guerre s'est répandue en Europe de manière foudroyante bien qu'elle soit en elle-même un phénomène dépourvu de sens, c'est simplement que notre civilisation était en train de sacrilégier la guerre ; et, en effet, jusqu'aux temps modernes, la guerre était considérée comme n'exigeant en soi aucune justification. (2)

Un cérémonial pérenne et sophistique une activité naturelle ou nécessaire en répétant indéfiniment dans le temps et l'espace son scénario. Ainsi, aux temps préhistoriques, le chasseur s'acquittait d'une fonction sociale indispensable à son groupe puisqu'il assurait sa survie en lui fournissant une bonne part de sa nourriture. Mais à mesure que l'économie alimentaire de la communauté progressait, l'importance sociale du chasseur diminuait, son activité devenant superflue, sans utilité réelle, et cependant le déroulement de la chasse originale se poursuivait : courses de taureaux ou chasse à courre sont des liturgies qui empruntent leur minutieux scénario à celui de la chasse en groupes organisés, directement inspiré lui-même du modèle animal, de l'observation de la chasse en meute, meute où l'homme s'est insinué avant de la commander de la voix et par la musique. La chasse animale en meute est créatrice d'une hiérarchie qui s'organise par sélection dans le temps et l'espace, compétition de vitesse et d'éendurance, de ruse et d'intelligence qui se termine par un ultime combat, une dernière épreuve de force dont l'issue est la mort puis le partage de la dépouille de la victime, le profit alimentaire où chacun prend une part proportionnelle à son importance dans la hiérarchie de la meute ; et c'est ce rituel que pérennissent corridas ou chasses à courre.

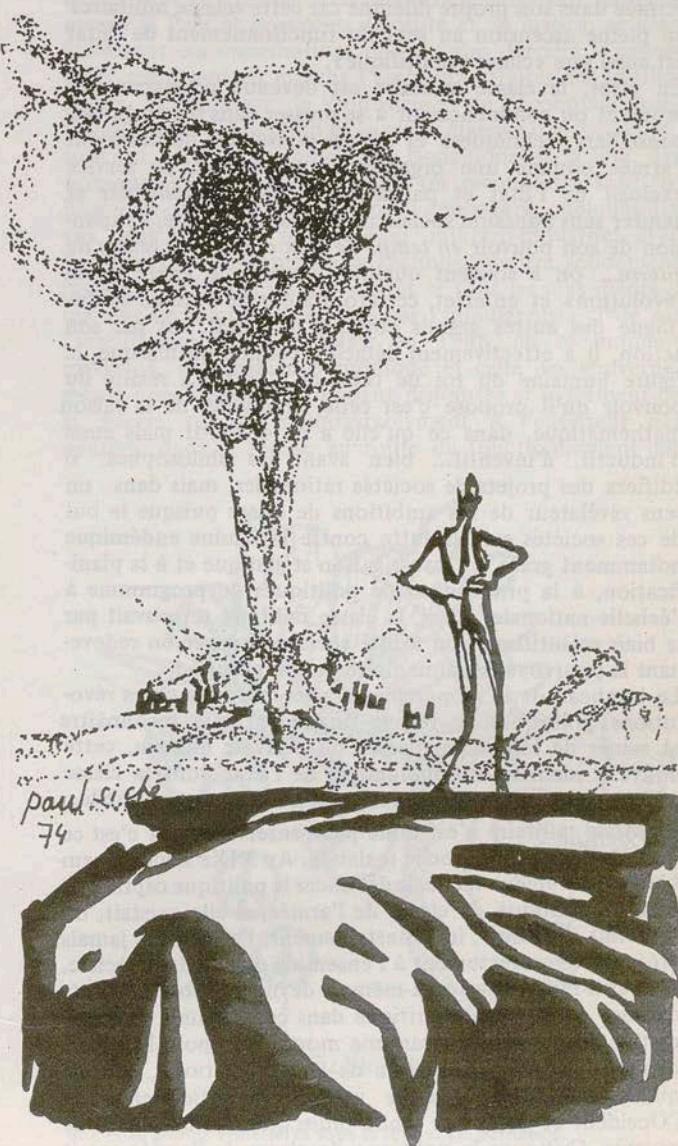
2. - Le film «The most dangerous game» et lettre de M.G.M. Gathorne-Hardy à J. Toynbee dans «Guerre et civilisation» NRF.

1. - «Le culte du cargo» . P. LAWRENCE. Fayard

Au XVIII^e siècle, la guerre, comme la chasse, était devenue un sport, un divertissement de prince, alors qu'à l'origine elle avait elle aussi son utilité sociale, indispensable à la protection et à la survie du groupe ; razzia d'animaux ou d'hommes, elle avait des buts directement alimentaires et économiques, elle avait cessé d'être une nécessité pour devenir un jeu, plus ou moins mortel, plus ou moins mercantile et Vauban observe au XVII^e siècle «la profonde dégradation sociale de la fonction militaire».

Or, il est persuadé que la fonction militaire est de première importance pour la survie de l'État et il menace la Monarchie française de disparition si elle n'entreprend pas dans l'immédiat une réforme énergique de son armée. Dans une telle démarche apparaît déjà clairement l'embryon de ce que sera le *militarisme* au XIX^e puis au XX^e siècle : la caste militaire vient de se constituer en «classe permanente» au sein du fonctionnement de l'État et cependant, bien qu'elle pèse lourdement sur sa Trésorerie, elle n'a plus de rôle social bien défini. Elle n'est plus indispensable à la préservation des biens et des personnes, et à cause de l'extraordinaire développement des systèmes spéculatifs, elle n'est même plus utile à leurs ambitions économiques. Or comme l'avait prévu Vauban, c'est justement cette dégradation sociale de la classe militaire qui sera l'un des facteurs essentiels de la Révolution en France et de la libéralisation politique. De même, ce seront les réussites militaires des jeunes républiques qui seront l'instrument de la consolidation des nouveaux États nationaux en Amérique et en Europe : en 1870, Bismarck, Chancelier de l'Empire, s'engagera directement par la guerre dans la voie du socialisme d'État, pensant ainsi conjuguer plus rapidement les facteurs verticaux indispensables aux nations modernes ; État-armée, armée-prolétariat, production industrielle et production de la guerre indissolublement associées.

De 1789 à la révolution russe se déclenchant dans le premier conflit mondial, à la révolution chinoise, ce sont en fait les actes de guerre qui font les révolutions sociales, politiques, économiques. De là à penser que ces révolutions ne sont que des épiphénomènes civils de la guerre et de la philosophie militaire.. *le militarisme européen* serait le scénario de guerre brusquement sacré parce que mis à l'abri de toute critique fondamentale non seulement par une propagande nationaliste intense que l'on identifiera bientôt au conservatisme politique mais aus-



si par une propagande révolutionnaire que l'on qualifiera d'opposition. Dès lors, la critique anti-militariste est enfermée dans son propre dilemme car cette «classe militaire» en pleine ascension au sein du fonctionnement de l'État est aussi une «classe scientifique».

En effet, la classe militaire est devenue permanente au moment où commençaient à se presser dans ses rangs «les conseillers techniques» et où ces conseillers définissaient l'armée comme une organisation autonome, au service exclusif de l'État et parfaitement apte à contrôler et assurer sans adhésion sociale ni faiblesse humaine, l'expansion de son pouvoir *en temps de paix comme en temps de guerre...* on a souvent qualifié Vauban de «père de la révolution» et en effet, ce réformateur de l'armée se distingue des autres grands commis de l'État, car par son action, il a effectivement détaché, comme un masque, la figure humaine du roi de celle de l'État. La réalité du pouvoir qu'il propose c'est celle, anonyme, de la raison mathématique, dans ce qu'elle a de déductif mais aussi d'inductif, d'inventif... bien avant les philosophes, il édifiera des projets de sociétés rationnelles, mais dans un sens révélateur de ses ambitions de classe puisque le but de ces sociétés sera la lutte contre la famine endémique notamment grâce à l'investigation statistique et à la planification, à la proposition de politiques de programme à l'échelle nationale. Ainsi, la classe militaire retrouvait par le biais scientifique son utilité sociale disparue en redevenant la pourvoyeuse alimentaire de son groupe !

Le tombeau de la monarchie sera géométrique et les révolutions politiques ne feront finalement que reconnaître et saluer de loin ce mausolée du pouvoir humain, cette nouvelle identité morphologique de l'État dont la classe militaire est l'authentique auteur et demeure la sentinelle.

La classe militaire n'est donc pas conservatrice et c'est ce qui a rendu son approche malaisée. Au XIX^e siècle, il semblait relativement facile de dénoncer la politique capitaliste mais la politique de classe de l'armée, si elle existait, on préférait l'ignorer ; incontestablement, l'armée n'a jamais été intégrée correctement à l'ensemble de l'analyse sociale. Les anti-militaristes eux-mêmes devinrent obscurément qu'aller au bout de la critique dans ce domaine, ce serait mettre en route un mécanisme mortel non pour le militarisme, mais pour l'ensemble de la «civilisation», tout ce qu'ils considèrent comme *valeurs révolutionnaires* de l'Occident et qu'ils ont rendu indiscutable sous le nom de progrès. Critiquer la politique de classe de l'armée serait

en même temps détruire le fondement scientifique et rationnel du grand mouvement industriel et économique de la paix qu'ils veulent créer. Il n'y aura donc nulle part d'opposition sérieuse à l'expansion du pouvoir de l'armée dans le fonctionnement de l'État, et le *secret militaire* reposera finalement autant dans les nécessités stratégiques que dans le silence et l'auto-censure des groupes anti-militaristes ou pacifiques. Autour de l'armée, se développeront les crises les plus graves, celles-ci révèleront parfois le caractère international de la classe militaire comme ce fut le cas lors des grandes purges simultanées en Russie et en Allemagne sous Hitler et Staline ; on *nettoiera* l'armée, on *moralisera* la guerre dans des instances internationales, mais en fait l'antimilitarisme ne parviendra guère à dépasser le niveau du bidassisme ou de l'opposition viscérale et aveugle à l'autorité. Lorsqu'en 1914 la guerre deviendra une messe immense, liturgie sacrificielle où les États combattants offrissent en précipitant dans la mort les millions d'hommes qu'ils «mobilisent», quand la guerre moderne atteindra ce sommet du pur cérémonial, c'est seulement son «absurdité» que l'on mettra en avant, son caractère fatal, l'incapacité où les nations les plus «civilisées» se trouvent de résister au «cataclysme». Ce sera alors la guerre des innocents, la guerre des braves gens, «la guerre sans haine» de Rommel, car «en vérité qui haïr ?.. ils mourraient au milieu des ténèbres les plus épaisse, sans que seulement un visage ennemi se dégageât de la nuit implacable.. ils mourraient pour l'accomplissement d'une œuvre qu'ils ignoraient, pour faire nombre aurait-on pu dire...» (3)

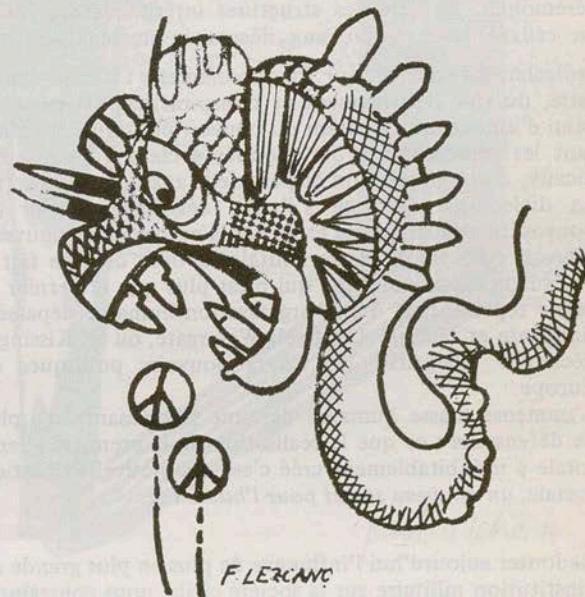
La disparition de l'utilité sociale, cela veut dire aussi qu'il n'y a plus de conquêtes, de bénéfices, et donc plus de vainqueurs ou de héros ; on va à la guerre seulement pour y être sacrifié : «Hommes de guerre comme on n'en a sûrement jamais vus, note Bernanos, vous les prenez bien tranquilles au bureau, à l'usine, vous leur donnez un billet pour l'Enfer avec le timbre du bureau de recrutement et des godillots neufs, généralement perméables, le dernier encouragement, le suprême salut de la Patrie, leur vient sous les espèces du hargneux coup d'œil de l'adjudant rengagé affecté au magasin d'habillement et qui les traite de cons... et ils se hâtent vers la gare, un peu saouls mais anxieux à l'idée de manquer le train pour l'Enfer, exactement comme s'ils allaient dîner en famille un dimanche... à Bois-Colombes ou à Viroflay.. Le jour de la Victoire.. eh bien ! le jour de la Victoire, ils espèrent rentrer chez eux,

mais à la vérité, ils n'y rentrent point pour la raison fameuse que «l'armistice n'est pas la Paix» et qu'il faut leur laisser le temps de s'en rendre compte.. huit jours eussent suffi pour prouver aux soldats de la grande guerre qu'une Victoire est une chose à regarder de loin, comme la fille du colonel ou la tombe de l'Empereur aux Invalides..» (4).

Chez les pacifiques, le retard de l'analyse demeure le même quand, respectés par tous, ils parviennent enfin à se hisser au sommet de la hiérarchie internationale, lorsque se constituent les premiers grands sièges du *mondialisme politique* : avant 1914 les premières assises économiques puis la Société des Nations et enfin l'ONU ; les grands États nationaux semblent alors sensibilisés à leurs propos et décidés à aller dans le sens de la construction de la Paix.. jusqu'à ce que leurs travaux, leurs efforts, soient tout à coup réduits à néant.. «souvent par quelques mots, d'un paragraphe, d'un certain article, qui soudain mystérieusement viennent tenir en échec tout ce qui a été proclamé comme étant la volonté commune des nations unies, l'affirmation devant l'histoire de l'aspiration la plus profonde et de la conscience même d'une génération.. tout est anéanti et on fait retomber le monde bien au-dessous de la condition créée par le vieux pacte de la Société des Nations», constate Edgard Milhaud en Janvier 1948, et il ajoute après Bernanos, «allons-nous nous laisser frustrer des fruits d'une Victoire qui a coûté si cher ? Allons-nous nous laisser arracher tout ce que la conscience publique a obtenu des gouvernements au lendemain de la guerre ? » Il s'agit en cet hiver 48 et alors que le grand conflit est à peine terminé, d'un texte où le Conseil de Sécurité établit l'inégalité entre ses propres membres en «qualifiant» à l'avance la majorité indispensable à toute décision du Conseil concernant une action - sept voix sur onzième qui doivent obligatoirement englober les cinq voix des cinq grandes puissances ! et ceci au moment précis où se déclinent la géo-stratégie de la paix (l'emplacement des diverses forces armées dans le partage du monde) mais aussi la remise en route d'activités économiques pouvant contribuer à la fabrication d'armements constituant des moyens de destruction massive.

Cependant, comme l'indique clairement l'appel de Milhaud, nous nous trouvons dans un moment exceptionnel puisque la conscience publique brusquement réveillée se trouve séparée de celle des États et que leurs gouvernements doivent promettre la paix mondiale, le bien-être et la sécu-

rité en échange de la Victoire et de la misère présente. Mais, alors même que les peuples croient être exaucés par la création de grandes structures transnationales, gardiennes de la Paix et porteuses d'égalité et de justice, ce sont justement ces organisations qui, à l'abri derrière la procédure, remettent en marche l'embryon affaibli des conflits futurs, l'orientation de l'industrie et de l'économie mondiales vers la fabrication et la vente massive d'armements.. tout est déjà là au milieu des flots-flots de la fête, des cérémonies de la «libération».. on reconnaîtra à Eisenhower un certain courage lorsqu'il dénoncera, quelques dix ans plus tard, le nouvel État militaro-industriel avec l'empire des militants de la techno-structure solidement installés déjà dans les universités et tous les mas média... dix ans de retard pris encore par l'intelligentsia civile sur l'intelligence militaire. Mais en 1948, en ce moment privilégié, la conscience publique et celle des gouvernements apparaissent absolument disjointes et le ferment de la guerre repose incontestablement à l'extérieur des peuples, dans la remise en route du fonctionnement des



4. - «Les grands cimetières sous la lune» : G. Bernanos.

grands Etats démocratiques. En fait, comme le montre clairement l'article 43, la fin des États-nations et l'avènement du mondialisme politique n'annoncent pas la paix mais la poursuite de la politique totalitaire de la classe militaire internationale. De guerre en guerre, la classe militaire a irrésistiblement étendu les «nécessités stratégiques» à l'intérieur de la vie des États, elle est venue progressivement à bout de «ces autres intelligences qui dans les gouvernements sont incapables de saisir toutes les circonstances, incapables d'en tenir compte» et font de la chose militaire «une affaire mitigée», sans cohésion interne (5).

Cette cohésion interne, la première guerre totale l'a réalisée, et le statu-quo la pérennise en rendant stratégique l'ensemble intérieur des États-nations, en fondant tous les objectifs et intérêts particuliers en un seul grand scénario orienté vers un seul objectif, absolu, général. Aux «soldats comme on n'en avait jamais vu» de la première guerre mondiale et qui étaient presque des civils, la première guerre totale a adjoint d'un seul coup tout le reste de la population mondiale comme participant éventuel au grand cérémonial. En fait, les structures intérieures des États, en cédant sans réserve aux nécessités stratégiques, ont

radicalement inversé leur fonctionnement : la classe militaire, du rôle d'instrument et d'inspiratrice, est passée à celui d'unique interlocuteur du pouvoir politique, supplantant les représentants des groupes sociaux, des intérêts locaux, d'une opposition disparue elle aussi dans la guerre. La dialectique étatique s'établit désormais autour du pouvoir nucléaire central et de par la nature de ce nouveau pouvoir étatique, la classe militaire détient déjà en fait le pas sur la classe politique qui n'est plus que le dernier et vague représentant d'une organisation humaine dépassée, finissante et faillible. C'est cela Watergate, ou M. Kissinger déclarant «illégaux» les divers pouvoirs politiques en Europe.

L'immense masse humaine devenue impuissante n'a plus de défenseurs ; ce que la réalisation de la première guerre totale a indubitablement créé c'est une nouvelle situation sociale, *un nouveau statut pour l'humanité*.

Redouter aujourd'hui l'influence de plus en plus grande de l'institution militaire sur la société civile, nous constraint à remonter à son origine, la colonie, au travers d'appareils 5. - «De la guerre». Carl von Clausewitz.

récents comme le goulag soviétique ou le système concentrationnaire nazi, *la colonisation intérieure après l'extérieure*. Si la société coloniale est un prototype de civilisation militaire, si les services des Affaires Indigènes sont bien l'embryon de l'action sociale des armées, alors il faut conclure que ce qui se prépare en métropole ne sera qu'un rapatriement issu de la décolonisation. Les vastes territoires d'Outre-Mer étaient un exutoire à la volonté de puissance des armées d'Occident, leur disparition prélude à un interventionisme de plus en plus poussé du pouvoir militaire sur le civil. N'ayant plus de champ, non seulement pour la manœuvre de ses engins (Larzac, Canjuers), mais pour l'ensemble de son appareil, l'institution militaire se répand dans l'État civil et ceci jusqu'à ce qu'elle le capture intégralement, recréant une dernière fois, à domicile, les conditions para-civiles qui étaient celles de la société coloniale.

Mais cette capture peut être «captivante» comme le prouvent les manières péruvienne ou portugaise, elle n'en est pas moins grave puisque nous y assistons à la dévaluation définitive de la figure civile de l'État démocratique et à la sublimation, à la transfiguration pourrait-on dire du pouvoir de la classe militaire.

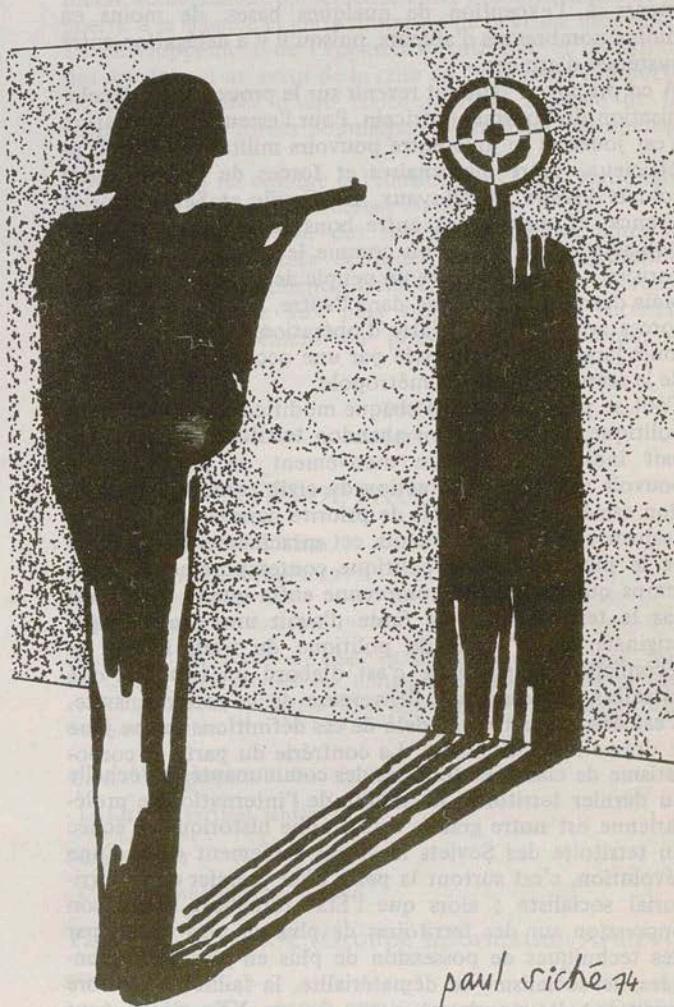
Conséquence majeure de la guerre totale, la décolonisation a moins signifié la libération des peuples opprimés d'Afrique ou d'Asie que la crise et peut-être la fin des États nationaux d'Europe, à leur tour dominés par un nouvel impérialisme issu du statu-quo nucléaire. Participant par la géostratégie militaro-industrielle et l'instruction de ses cadres aux coalitions qui délimitent la silhouette du nouvel État mondial, les institutions militaires européennes n'ont désormais d'autres terrains d'aventure que celui de leur métropole. Ce mouvement d'adaptation des forces armées aux forces de l'ordre peut aller jusqu'à les identifier à celles qui luttent contre les Monopoles, sous les vieux prétextes de l'efficacité économique ou d'une plus grande justice sociale mais, nous l'avons vu, si le «progressisme» militaire a une longue histoire, et pas seulement en Amérique Latine, il ne saurait cependant se confondre avec un quelconque progrès social. L'arbitrage de l'armée, ce «jugement de Salomon» que semblent inconsciemment quêter les pouvoirs politiques dominés du vieux Continent, ne saurait instaurer une quelconque *justice* mais uniquement accélérer un déclin. Lors de la décolonisation du Continent Africain, la prolifération de micro-États, gouvernés pour beaucoup d'entre-eux par des militaires, a pu

faire illusion sur ces pratiques mais la métamorphose des forces armées en police administrative et économique ne semble pas le moyen idéal d'échapper à l'oppression des grandes puissances. Cette soudaine reconversion des armées est en fait un détournement, mais celui-ci indique plus qu'une simple complicité avec l'adversaire réel : les différentes armées nationales n'y sont plus guère que les polices parallèles d'un État national naissant. De même qu'en période de crise, les forces de l'ordre civil passaient sous contrôle militaire, on peut dire qu'aujourd'hui, avec la crise des États-nations de notre hémisphère idéologique, les institutions militaires sont toutes sous contrôle des États-Unis, elles n'ont plus de latitude que vis-à-vis de leur propre population et de leur gouvernement. Mais il est urgent de le constater, cette liberté là est considérable, elle peut aller sur le continent Sud-américain pourtant étroitement conditionné, du putsch type chilien avec la chute du Front Populaire du président Allende, au putsch type péruvien où ce sont des officiers supérieurs qui cette fois s'essayent directement au progressisme social.

Le problème clef de la «civilisation» militaire c'est désormais le «contrôle social» et ici les institutions militaires peuvent s'opposer tout aussi bien au conservatisme, comme le prouvent actuellement les putsch type portugais ou éthiopien qu'au socialisme ; en arbitrant toutes les tensions sociales et politiques, les forces armées contrôlent simplement la crise des États-nations finissant.

On le voit, le statu quo est à double effet : par la politique de l'arme absolue, grâce à la coexistence pacifique, il accorde la réalité politique des blocs hémisphériques et par l'influence des institutions militaires indigènes, il permet de contrôler les changements qui pourraient la remettre en cause. En somme, aujourd'hui comme hier dans l'apparition des cités-états, comme dans la naissance des nations, la classe militaire est garante de la transcendance de l'État.

Les Empires Britanniques et Français étaient des tentatives de dépassement de l'ordre national mais ils laissaient place à une dualité qui se révéla fatale : la dichotomie entre métropole et colonie. Par là même, s'ils les combattaient, ils reconnaissaient implicitement une spécificité, des différences entre l'un et l'autre territoire. Les Empires européens répétaient ainsi indéfiniment le modèle exo-colonial méditerranéen alors que le modèle endo-colonial propose une homogénéisation. C'est le sens de l'actuelle mise en œuvre, par la présidence américaine, de méthodes



Paul Ricard

semblables en politique intérieure à celles qui furent de tout temps employées en politique extérieure. L'Empire américain illustre bien cette déterritorialisation d'un pouvoir qui exploite et domine en s'épargnant les équipements à l'exception de quelques bases, de moins en moins nombreuses d'ailleurs, puisqu'il y a délégation entre systèmes d'armées.

A ce propos, il faudrait revenir sur le processus de décolonisation du continent africain. Pour l'essentiel, l'opération s'est jouée et se joue entre pouvoirs militaires officiels et officieux, entre mercenaires et forces de l'ordre, entre soldats loyaux et déloyaux, De Gaulle et Salan pour la France, et maintenant entre bons capitaines et mauvais policiers au Portugal, où comme le titrait un quotidien parisien : «L'armée sauve un peuple de sa police..»

Mais dans un cas comme dans l'autre, l'évacuation par les forces armées d'un théâtre d'opération extérieur est toujours largement compensée par une occupation du devant de la scène politique en métropole.

Tout se passe comme si chaque modification du lieu de la politique, acquisition ou abandon territoriaux, occasionnait indifféremment un mouvement de capillarité du pouvoir militaire en direction du civil, comme si l'institution armée avait un droit de priorité dans la définition de l'espace social. C'est, je crois, cet enracinement qui échappe le plus à l'analyse politique contemporaine. Il serait temps que la Gauche comprenne enfin que le parti n'est pas le territoire et que faute d'avoir une géo-politique originale, on n'a pas de politique du tout. Il faut le reconnaître, la politique c'est d'abord un lieu : la cité autrefois, la commune, l'envergure de la nation ensuite. C'est désormais bien au-delà de ces définitions que se joue le drame révolutionnaire. La confrérie du parti, le corporatisme de classe, ne font pas des communautés à l'échelle du dernier territoire. La faillite de l'internationale prolétarienne est notre grande catastrophe historique. L'échec du territoire des Soviets n'est pas seulement celui d'une révolution, c'est surtout la perte d'un premier corps territorial socialiste ; alors que l'État totalitaire étend son oppression sur des territoires de plus en plus vastes, par des techniques de possession de plus en plus perfectionnées, le socialisme se dématérialise, la faillite d'Octobre environne le monde en cette fin de XXe siècle, tout comme l'échec de la Commune de Paris avait environné l'Europe à la fin du XIXe

Quelle est donc la signification des luttes de la Gauche en

Europe aujourd'hui et plus particulièrement en France et en Italie ? si la prise du pouvoir par les partis de Gauche ne met pas en œuvre une géostratégie révolutionnaire, à quoi peut servir d'occuper le lieu de l'exécutif si nous ne pouvons pas orienter le dépassement de l'État-nation ? La maigre originaire de l'analyse de l'opposition sur les problèmes de l'institution militaire se retrouve ici, car la politique extérieure et la politique militaire sont solidaires. La guerre économique déclarée par les États-Unis à l'Europe n'est pas une simple péripétie de la libre concurrence, c'est le commencement d'une oppression qui ne s'achèvera qu'avec le sous-développement des États européens. L'intérêt que la plupart d'entre nous porte aux pays opprimés d'Amérique latine devrait orienter la vision politique, car l'exploitation outrancière des états sud-américains avec la complicité passive ou active des forces armées indigènes n'est en fait qu'une préfiguration de ce que devrait devenir l'Europe de la fin de ce siècle.

Les «républiques de bananes» sont dans la logique même du surcapitalisme, expérimentées d'abord dans la zone d'influence directe de l'Empire Américain, elles seront un jour exportées dans l'ensemble de l'hémisphère occidental. La déterritorialisation de la conscience politique de la Gauche, liée au fait qu'elle n'a jamais pu valablement exercer le pouvoir, l'a amenée à développer les fantasmes les plus graves pour l'avenir. Mais faisons une fois de plus un rapide retour sur le territoire politique du siècle dernier, les armées de masse sont nées de la révolution française avec l'Empire napoléonien, puis l'Empire colonial a pris outre-mer la relève de l'expansion territoriale métropolitaine. Tous les idéaux démocratiques du service de la nation et de la conscription sont nés à ce moment, en même temps que l'industrie militaire. Après la seconde guerre mondiale, la décolonisation a occasionné le retour sur le continent, le rapatriement sur un territoire national qui allait devenir un «sanctuaire» nucléaire, elle engageait par là le processus qui mène à l'armée professionnelle, celle d'une classe technocratique capable de servir à la fois, et les moyens de production et ceux de destruction les plus sophistiqués ; comme le signale Sanguinetti : «La dissuasion nucléaire tuera le soldat mais ressuscitera l'officier...»

La réforme du service militaire n'est donc pas une simple rénovation administrative, comme le dévoile assez maladroitement Debré : «La réduction du service à six mois, c'est en fait la manière déguisée de modifier nos objectifs

militaires.. c'est une mutation : les forces armées deviennent une université militaire». En effet, cette armée qui tend à se professionnaliser ne demande qu'à identifier sa condition à celle de la technocratie civile, comme le déclarait le 28 Mai 1974 dans sa «Radioscopie», le colonel Bitel, commandant en second de St-Cyr : «Nous sommes des laissés pour compte d'une expansion que nous contribuons à assurer en préservant la paix.. *nous sommes des producteurs comme les autres*». Cette réorganisation de la classe militaire est en fait le signe d'une transformation sociale et politique radicale, car ces nouveaux «militants» de la technostructure ont lancé ou récupéré la plupart des derniers idéaux progressistes (sauf ceux qui remettaient en cause leur fonction) et ce n'est pas ici le syndicalisme militaire qui doit nous rassurer ! D'ailleurs, cette identification du «producteur» militaire au producteur civil est largement facilitée par les perspectives des industries de pointe, orientée désormais vers les objectifs de production militaire (électronique, aéronautique). La crise mondiale montre en effet cette production déjà assimilée aux biens d'équipements, non plus seulement nécessaires mais indispensables à une économie nationale menacée.

Le «fameux compromis historique» est à reconSIDérer sous cet angle. Le mouvement ouvrier européen en s'engagent dans un spectaculaire rapprochement avec la bourgeoisie, marque bien cette réorganisation de la lutte des classes. Le compromis prétend opposer un front uni aux dangers de l'accord intervenu entre les deux hégémonies mais ce «protectionnisme» social ne peut être pratiqué dans les conditions stratégiques présentes sans mettre une fois de plus la classe militaire en position d'arbitrer les conflits. En effet, la tentative de constituer un «front national» ne peut se faire sans une interpellation plus ou moins ouverte des forces armées. Or le protectionnisme, tout comme l'isolationnisme, renforce invariablement l'ensemble des pouvoirs de contrôle de la société, et favorise d'abord l'alliance de classe des différents acteurs de l'encadrement social avant de réaliser un rassemblement populaire, toujours problématique. Un pacte se conclut donc entre «militants technocrates» qui offre à chacun des avantages immédiats : pour les militaires, c'est la garantie d'échapper au ghetto institutionnel, une excellente façon de se «civiliser» pour de jeunes officiers opposés à la traditionnelle obscurité politique des armées pour les civils, c'est une façon d'accéder à un poids politique auquel ils ne peuvent plus prétendre seuls.

On le voit, de même qu'il y a eu coïncidence au XIX^e siècle entre l'industrialisation des moyens de destruction et la levée en masse, la prolétarisation du combat, il y a de même actuellement coïncidence entre l'identification de la guerre à la science et cette mutation de la classe moyenne. Le développement de l'appareil scientifique et industriel des armées est au cœur de la crise de l'état-nation, il porte en lui les causes d'une transformation radicale de la société que les forces populaires ne semblent pas apercevoir.

Tout se passe ici comme si l'illusion du «Front National» renouvelait celle de la «Défense Nationale».

Après l'*auto-régulation* des sociétés primaires, après la *régulation* des sociétés étatiques, c'est la *dé-régulation* anationale qui commence. Celle-ci s'identifie à l'anarchie militaire appliquée aux plus vastes ensembles sociaux, c'est l'accomplissement du principe de la colonie, sa perfection même.

PAUL VIRILIO
sept.74

AUTRES TEXTES DE PAUL VIRILIO :

Dans CAUSE COMMUNE :

- L'État suicidaire, octobre 1972.
- Le MU, avril 1973.
- What Watergate ?, octobre 1973.

Jusque là, la revue CAUSE COMMUNE, animée par Jean Davignaud, était publiée aux Éditions Denoël. Elle va à présent continuer dans la collection 10 X 18, et Paul Virilio y publiera de nouveaux textes.

Dans CRITIQUE :

- Le Littoral vertical, janvier 1974.

Dans ESPRIT :

- L'évangile nucléaire, avril 1974.

TEXTES DU G.I.A. (Groupe Information Armée) :

- Voir les collections 1973 de CHANGE et de CAUSE COMMUNE. Texte dans FRÈRES DU MONDE n. 81, mars 1973.
- Brochure publiée en juillet 1974 par LIBÉRATION : «Pour un contrôle quotidien de l'armée».
- LETTRE DES OBJECTEURS, juin-juillet 1974.



DRAGUIGNAN, le 9 Septembre 1974
1^{re} manifestation de rue de soldats

Photo Gamma, publiée en 1^{re} page du
N° 143 (19 sept. 1974) de Politique-hebdo

Autogestion et défense armée : deux expériences anarchistes

Dans son interview de Robert Chapuis, «Alternatives non-violentes» (n. 5-6) posait la question importante d'une *défense militaire autogérée du socialisme autogestionnaire*. Il me semble utile d'y revenir ici, pour chercher des éléments de réponse dans les deux exemples historiques où une société autogestionnaire exista et fonctionna sur un territoire assez étendu et durant une période suffisamment longue pour que l'on puisse en tirer des enseignements : la Commune d'Ukraine, ou «Makhnovstchina» (1918-21) et l'Espagne républicaine (1936-38).

La recherche sur l'autogestion qui se développe actuellement parmi les forces de la gauche en Europe suscite chez de nombreux camarades un intérêt croissant pour les expériences anarchistes, et certains me reprocheront sûrement de négliger des textes importants qui sont actuellement réédités en grand nombre. Mais le but de cette brève étude n'est que d'apporter quelques idées au débat sur le socialisme et l'armée, et peut-être d'éveiller l'attention de militants non-violents peu informés du courant (1) Encore que nous puissions tirer de cet examen des enseignements utiles à notre pratique quotidienne.

anarchiste. J'ai donc cru pouvoir m'en tenir à des sources d'information facilement accessibles.

Situons le problème. La société nouvelle est supposée en train de s'édifier, c'est-à-dire que la conquête du pouvoir politique est achevée : il ne s'agit donc pas ici d'étudier l'attitude des militants révolutionnaires face à la répression, ni l'autodéfense du quartier contre le promoteur immobilier (1). Est-il possible, et si oui à quelles conditions, de DÉFENDRE une SOCIÉTÉ SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE au moyen d'une ARMÉE qui soit elle aussi AUTOGÉRÉE ? Soit une question à quatre variables, dont nous allons voir que chacune peut exercer sur les autres une influence décisive. Nous l'appliquerons d'abord à l'Espagne républicaine, ensuite à l'Ukraine révolutionnaire ; en effet, si l'expérience collectiviste espagnole est plus connue, la tentative anarchiste russe paraît apporter une réponse plus complète. Ne cherchant pas à faire de l'histoire de seconde main, je m'en tiens aux éléments indispensables à notre analyse, invitant le lecteur à compléter au besoin son information.

1. L'anarchisme dans la guerre civile espagnole

A. LA RÉVOLUTION «APOLITIQUE»

Victorieux des élections du 16 février 1936, et dominé par le centre-gauche et les socialistes, le Front Populaire ne s'était donné pour objectifs que le rétablissement d'une légalité républicaine et des réformes sociales extrêmement prudentes. Mais le grand capital voulait en finir avec les forces de gauche et, manipulant certaines formations nostalgiques de la monarchie, la majorité conservatrice du clergé et la fraction de l'armée tentée par le pouvoir, il poussa Franco à l'action, le 16 juillet. Ce coup d'État à demi manqué coup à l'Espagne en deux («nationalistes» franquistes et «républicains» se partageant le territoire) et déclencha à la fois la guerre civile et la révolution, car aucune «prudence» ne pouvait plus empêcher les travailleurs de mettre fin à un système économique qu'ils subissaient depuis trop longtemps.

Cependant, dès le début de la «révolution», une contradiction très grave divisa les forces de la gauche. Tandis que la gauche classique, républicains (équivalents des radicaux), socialistes appuyés sur leur syndicat l'Union General del Trabajo, et communistes croyaient devoir faire passer la sauvegarde de la République et la victoire militaire avant le changement radical des structures économiques, l'extrême-gauche, très puissante, voulait mener à la fois la guerre et la construction du socialisme. Elle comprenait essentiellement les trotskystes (dissidents) du Partido Obrero de Unificacion Marxista (P.O.U.M.) et les formations anarchistes, Confederacion Nacional del Trabajo (C.N.T.) et Fédération Anarcho-Iberique (F.A.I.).

Le plus puissant syndicat du pays (plus d'un million d'affiliés), la C.N.T., était implantée surtout en Catalogne et dans les provinces de l'Est (Aragon, Levant). C'est donc dans ces régions que se mit en place, dès l'échec du coup

d'État, une organisation autogestionnaire industrielle : la plupart des entreprises de production, mais aussi certains services vitaux (transports) passèrent sous contrôle des comités ouvriers. Par ailleurs, la C.N.T. groupait également de nombreux ouvriers agricoles, et dans certaines régions l'autogestion rurale prit une extension très importante (voir les chiffres cités par Daniel GUERIN (2) : 450 collectivités avec 500.000 membres en Aragon, 900 collectivités au Levant, 300 en Castille...). Dans l'industrie comme à la campagne, la collectivisation autogérée produisit des résultats économiques indiscutables : la production s'accrut, tant à cause de la rationalisation qu'apportèrent au mode de production les conseils ouvriers et paysans, que de la suppression des gaspillages et de l'enthousiasme des travailleurs, conscients de produire à la fois pour eux-mêmes et pour la révolution (3).

L'autogestion s'implanta donc surtout là où les idées anarchistes s'étaient propagées avant 1936. Mais, tout au moins en ce qui concerne l'industrie, il faut tenir compte d'un autre élément qui favorisa l'installation des conseils ouvriers. Dans la nouvelle République catalane (Madrid avait dû faire des concessions importantes aux nationalismes basque et catalan), le gouvernement bourgeois libéral ne put procéder qu'à des nationalisations théoriques, pour laisser ensuite aux syndicats le pouvoir économique. Si, fidèles à leur stratégie de destruction immédiate de l'État, les anarchistes se refusèrent au début à participer au gouvernement, considéré comme l'instrument d'une bureaucratie autoritaire, ils bénéficièrent donc en Catalogne de la faiblesse de l'appareil d'État.

Quel rôle jouèrent les anarchistes dans la *défense* de la révolution ? Depuis son apparition en Espagne vers la fin du XIXe siècle, l'anarchisme, tout en privilégiant la grève (dure et spontanée) comme arme de lutte des masses, n'avait jamais rejeté l'usage de la violence révolutionnaire. Lorsque le putsch éclata, la C.N.T. et la F.A.I. formèrent des milices populaires qui s'armèrent soit grâce à des stocks tout préparés, soit avec les fusils pris à l'ennemi. A

(2) «L'anarchisme», Paris, Gallimard, «NFR Idées», 1965, p. 154.

(3) Revue (défunte) «Anarchisme et non-violence», n. 29, «Espagne révolutionnaire», Paris, 1972, p. 27.

Barcelone notamment, ces milices prirent une part décisive dans l'écrasement du soulèvement militaire. Après quoi les anarchistes envoyèrent en renfort sur le front d'Aragon une colonne qui avait à sa tête un de leurs militants les plus actifs, Buenaventura Durruti.

Partout en Espagne, tous les partis politiques de gauche et les syndicats avaient constitué de telles milices. Mais lorsque, aux batailles de rue de juillet succédèrent les grands combats de la guerre de mouvement, puis la guerre de positions, il apparut que, face à la Légion étrangère et aux Maures de Franco (qui pourtant ne bénéficiaient pas encore d'une supériorité matérielle écrasante), les miliciens souffraient de leur indiscipline et de leur manque d'entraînement. Ce qui amena les communistes, soutenus par les premiers conseillers militaires venus d'U.R.S.S., à prôner l'incorporation des milices à ce qui restait de l'armée régulière ; leur but était également politique, car à ce moment le P.C. avait déjà entamé sa lutte pour le pouvoir. La création, à partir de milices communistes, du fameux Cinquième Régiment commandé par Lister, qui prouva rapidement son efficacité au feu, servit de démonstration aux thèses communistes.

Pendant ce temps, les anarchistes affirmaient leur volonté de garder aux milices leur caractère populaire et autogéré : «Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire... Nous voulons être des miliciens de la liberté, mais non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple ; seules les milices populaires protègent les libertés publiques : Miliciens, oui ! Mais soldats, jamais !» (4) Il est sûr que ces principes permirent aux forces de défense anarchistes de rester au service des populations pour lesquelles elles combattaient. Par ailleurs, il semble peu discutable que, au sein de la Colonne Durruti, il y avait vraiment participation de chaque milicien aux responsabilités (à travers des comités d'unités) ; et que Durruti était plutôt un animateur qu'un chef : «Quelquefois, un camarade... insistait pour abandonner le front. «Très bien, lui disait Durruti, mais tu t'en iras à pied, et quand tu arriveras à ton village tout le monde saura que tu as manqué de courage, que tu as

(4) André PRUDHOMMEAUX, cité dans Daniel GUÉRIN, «Ni dieu ni maître. Anthologie de l'anarchisme», Paris, Maspero, «Petite collection». 1970, tome IV, p. 158.

deserté devant l'accomplissement du devoir que toi-même tu t'étais imposé». Ces paroles produisaient de magnifiques résultats. L'homme demandait à rester. Aucune sévérité militaire, aucune contrainte, aucun châtiment disciplinaire pour soutenir la colonne Durruti au front. Il n'y avait que la grande énergie de l'homme qui les poussait et les faisait sentir à l'unisson avec lui.» (5)

Mais il y a lieu de s'interroger aussi sur l'efficacité militaire des milices anarchistes, et ce n'est pas chose facile. Entre les critiques des communistes et les témoignages des militants libertaires de base, on est tenté de s'en remettre à l'avis d'un historien bourgeois. On trouve dans Hugh THOMAS (6) diverses informations sur le comportement au combat des troupes anarchistes : en Aragon, Durruti n'est empêché de reprendre Saragosse que par les hésitations du commandant du front ; à Iran, ce sont les anarchistes qui résistent les derniers à l'assaut nationaliste, après avoir exécuté les otages ; mais en plusieurs occasions, devant l'ennemi, des milices libertaires se querellent avec des unités d'autres tendances, et les unes ou les autres décrochent sans prévenir ; envoyée en renfort à Madrid en novembre 36, la Colonne Durruti est d'abord prise de panique à la première attaque de l'aviation italienne et, de manière générale, se montre très inférieure aux Brigades internationales, à commandement communiste. Toutefois, Thomas semble vouer aux anarchistes une aversion particulière ; il est donc recommandé de ne suivre ses avis qu'avec prudence. Il est outré de l'incorporation aux milices libertaires de condamnés de droit commun libérés des prisons : considérant la société comme principale responsable de la criminalité, les anarchistes faisaient bon accueil aux prisonniers (7). Parmi les différentes versions de la mort de Durruti à Madrid (8), Thomas choisit celle du règlement de comptes entre anarchistes, sans s'en expliquer.

(5) Emma GOLDMAN, citée idem, p. 154.

(6) «Histoire de la guerre d'Espagne», Paris, Laffont, «Livre de poche», 1967, 2 tomes.

(7) Juan GOMEZ CASAS, «Historia del anarco sindicalismo español», Santiago et Madrid, Editorial ZYX, «Biblioteca Promoción del Pueblo», 1969, p. 227-8.

(8) Voir Abel PAZ, cité dans D. Guérin, «Ni dieu ni maître», p. 145.

Dans l'ensemble, il paraît équitable de penser que, excellentes dans la guérilla urbaine et la guerre de mouvement, où il s'agissait de se ruer à l'assaut en acceptant le taux de pertes effroyable qui caractérisa les premières batailles du conflit, les milices anarchistes se révélèrent mal adaptées à la guerre moderne (fortifications, utilisation des blindés, attaques aériennes). Leurs responsables prirent d'ailleurs rapidement conscience de la nécessité de donner aux militaires une meilleure formation (9) mais les événements ne leur en laissèrent pas le temps.

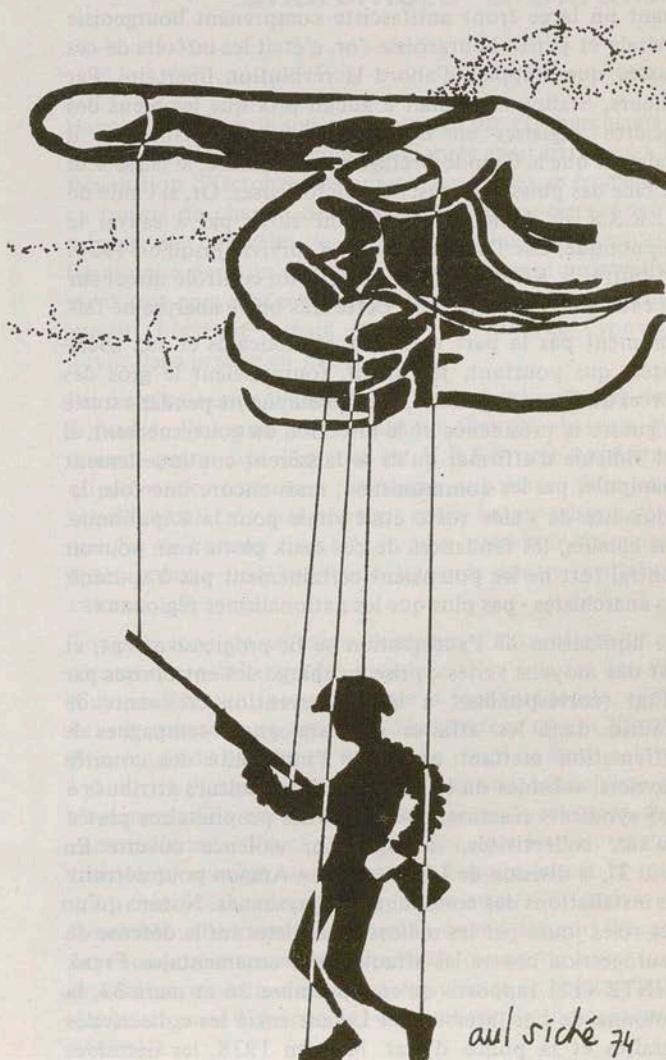
B. LES ANARCHISTES AU GOUVERNEMENT

A la fin de 1936, la C.N.T. changea complètement de stratégie et demanda à entrer au gouvernement de Catalogne, puis à celui de Madrid. Elle s'y était crue obligée par le renforcement de la puissance de ses adversaires communistes dans l'appareil d'État, et le souci de ne pas abandonner aux partis du Front Populaire la conduite politique et militaire du pays. Cette décision faillit casser en deux l'organisation syndicale, dont beaucoup de militants condamnèrent les ministres anarchistes. De toute manière, l'expérience ne dura que six mois et en mai 37 la C.N.T. refusa sa participation à tout nouveau gouvernement, pour n'y revenir qu'à la fin de la guerre.

Mais sans doute était-il déjà trop tard alors pour l'autogestion, car en s'associant à la direction de l'État, la C.N.T. avait dû accepter des compromis (10) et servir de caution à deux mesures qui devaient être fatales aux conceptions qu'elle défendait : la suppression des collectivités et la fusion des milices dans l'armée.

La gauche européenne n'a pas encore fini de chasser les fantômes d'Espagne, et il convient de s'interdire tout sectarisme lorsqu'on examine le rôle que jouèrent les différentes forces du Front Populaire. Si les communistes s'acharnèrent tant à enrayer la révolution autogestionnaire lancée par les anarchistes, ce ne fut pas seulement à cause

(9) Voir A. Prudhommeaux, *idem*, p. 161.



au siège 74

de leurs divergences historiques ni pour leur disputer la direction du prolétariat: D'après leur analyse, il fallait d'abord battre Franco, et ce n'était possible qu'en constituant un large front antifasciste comprenant bourgeoisie libérale et petite bourgeoisie ; or, c'était les intérêts de ces classes que frappait d'abord la révolution libertaire. Par ailleurs, Staline ne voulait à aucun prix que les biens des sociétés anglaises en Espagne soient nationalisés ; il craignait que la Grande-Bretagne, mécontente, le laisse seul en face des puissances fascistes victorieuses. Or, si l'aide de l'U.R.S.S. et du KOMINTERN ne suffit pas à sauver la République, elle l'aida au moins à survivre jusqu'en 1939. En outre, le KOMINTERN exerçait un contrôle direct sur les cadres du P.C. espagnol. Cette très brève analyse ne fait sûrement pas la part belle aux républicains et aux socialistes, qui pourtant, je l'ai dit, fournissaient le gros des forces du Front Populaire, et qui assumèrent pendant toute la guerre la présidence et la direction du gouvernement. Il est ridicule d'affirmer qu'ils se laissèrent continuellement manipuler par les communistes ; mais encore une fois, la poursuite de l'aide russe était vitale pour la République. Par ailleurs, les tendances de ces deux partis à un pouvoir central fort ne les poussaient certainement pas à soutenir les anarchistes - pas plus que les nationalismes régionaux.

La liquidation de l'autogestion se fit progressivement, et par des moyens variés : prise en charge des entreprises par l'État (correspondant à une intervention croissante de Madrid dans les affaires de Catalogne), campagnes de diffamation mettant en doute l'intégralité des comités ouvriers, subsides du Ministère de l'Agriculture attribués à des syndicats réactionnaires de petits propriétaires plutôt qu'aux collectivités, intimidation, violence ouverte. En août 37, la division de Lister entra en Aragon pour détruire les installations des communautés paysannes. Notons qu'un des rôles joués par les milices anarchistes fut la défense de l'autogestion contre les attaques gouvernementales. Frank MINTZ (11) rapporte qu'en novembre 36 et mars 37, la Colonne de Fer intervint au Levant entre les collectivités agraires et la police d'État. Mais en 1938, les dernières traces d'autogestion avaient disparu, en ville comme à la campagne.

Quant à la «militarisation» des milices, la C.N.T. l'accepta, peut-être par réalisme devant les nécessités de la guerre régulière, mais surtout parce que le gouvernement central refusait de fournir des armes aux «réfractaires». Elle mit des conditions à son accord, exigeant de garder le commandement de ses troupes, rejetant l'idée de brigades mixtes où les anarchistes seraient mêlés aux membres d'autres formations (12). Mais peu à peu la militarisation fit son œuvre d'unification. Il n'est pas certain que le but recherché par les partisans de l'armée unique était de liquider tous les anarchistes, comme l'affirme Mintz (13) : «Les milices étaient militarisées sous prétexte d'unité de fondement, donc d'efficacité, alors qu'il ne s'agissait que de lancer des opérations suicides pour décimer les unités anarchistes ou formées principalement par eux». Mais ce qui est sûr, c'est que les principes libertaires firent place à

(11) «Enseignements de l'autogestion espagnole» dans la revue «Autogestion et socialisme» n. 18-19, Paris, janvier-avril 1972.

(12) J. Gomez Casas, *idem*, p. 227.

(13) *Idem*.



des conflits d'influence de type classique : en septembre 38, au cours de la fameuse bataille de l'Ebre qui fut la dernière offensive de la République, la F.A.I. semble se plaindre surtout de la prépondérance communiste dans le corps des officiers (14). Et l'esprit de hiérarchie, de course à l'avancement, paraissait avoir gagné les militants anarchistes. Un syndicaliste C.F.D.T., fils d'un anarchiste espagnol, nous racontait un souvenir de son père : à la fin de la guerre, la poussée franquiste ayant coupé la République des Pyrénées, des soldats anarchistes qui avaient dû se réfugier en France préféraient rejoindre le front en traversant les lignes nationalistes plutôt que par la mer, car cet itinéraire plus long mais beaucoup plus dangereux rapportait une promotion au grade supérieur !

C. LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

Si nous revenons maintenant à notre question, ses variables apparaissent étroitement liées : c'est en partie pour sauver ses milices que la C.N.T. entra au gouvernement ; elle dut ensuite accepter leur militarisation ; elle se trouva en mauvaise position pour défendre les réalisations autogestionnaires ; et ses milices lui manquèrent dans cette tâche. Mais quel sens avaient encore des forces de défense autogérées, s'il n'existant plus de socialisme autogestionnaire à défendre ? Auraient-elles dû réagir plus vite aux attaques du gouvernement ? Il y eut une mini-guerre civile entre anarchistes et communistes à Barcelone au printemps 1937, et, en juin de la même année, le P.C. liquida le P.O.U.M. dont très vraisemblablement il fit assassiner le secrétaire, Andrés Nin. La C.N.T. devait-elle encore affaiblir la République en tentant de maintenir l'autogestion par la force ?

Donc, pas de défense autogérée si l'autogestion a disparu. Quant aux milices elles-mêmes, on peut conclure que les principes libertaires qui les inspiraient avaient été respectés, et qu'elles constituaient une véritable force populaire. Mais sur le plan militaire, il semble bien que devant un adversaire équipé en matériel moderne, solidement entraîné, où les volontaires étaient encadrés par des professionnels, les milices n'auraient pu résister très longtemps - en tout cas moins que l'armée républicaine.

2. La commune anarchiste d'Ukraine

Dans un chapitre de son petit ouvrage sur «L'anarchisme», Daniel Guérin montre comment, après avoir participé à la Révolution d'Octobre, les anarchistes russes se trouvèrent en travers du chemin des bolcheviks lorsque ceux-ci entreprirent de contrôler les soviets, qui avaient jusque-là fonctionné dans un esprit libertaire. Ils furent progressivement soit convertis au léninisme, soit éliminés ; le dernier sursaut libertaire urbain fut la commune de Cronstadt noyée dans le sang en 1921.

Pendant ce temps, l'anarchisme avait pu s'implanter dans le Sud de l'Ukraine, région surtout agricole, de sorte que durant quatre ans il y eut en U.R.S.S. une expérience effective de commune paysanne autogérée. Elle reste actuellement très mal connue, entre autres raisons parce que les bolcheviks firent tout pour présenter ses animateurs comme une bande de brigands contre-révolutionnaires.

Tout au long de sa brève existence, l'autogestion ukrainienne dut combattre des invasions. Née à la fin de 1917 d'un soulèvement paysan contre la féodalité locale, elle se heurta aussitôt aux «sociaux-démocrates» que la Révolution venait de balayer en Russie. Le traité de Brest-Litovsk ayant livré l'Ukraine aux Allemands et aux Autrichiens, les paysans durent ensuite lutter contre ces occupants. Puis survint l'armée blanche de Dénikine, que les insurgés détruisirent, sauvant ainsi Moscou. Ensuite reprit la lutte contre les bolcheviks, déjà entamée avant l'offensive de Dénikine ; elle s'arrêta à nouveau quand apparut Wrangel avec une autre armée blanche. Celle-ci vaincue à son tour, le combat recommença entre anarchistes et bolcheviks, et s'acheva en 1921 par la destruction de la commune libertaire.

Quelle ampleur atteignit l'expérience autogestionnaire ukrainienne ? Selon Guérin (15), elle couvrit «une région

peuplée de 7 millions d'habitants, formant une sorte de cercle de 280 km. de hauteur sur 250 de large» ; on en trouve une carte dans «La révolution inconnue» (16) de VOLINE, militant anarchiste russe qui participa à presque toute l'aventure. Les terres enlevées aux anciens propriétaires furent cultivées en commun par les paysans, groupés en «soviets de travail libres». Les principes d'organisation étaient la solidarité, l'égalité (y compris des sexes), la révocabilité des représentants, la fédération des différentes communes, une planification d'ensemble décidée collectivement.

L'âme de cette organisation fut une force armée de partisans, l'*«Armée révolutionnaire insurrectionnelle d'Ukraine»*. Elle s'appela également *«Makhnovstchina»*, du nom de son chef, Nestor Makhno. Paysan lui-même, celui-ci avait eu l'occasion de s'instruire avec l'aide de l'anarchiste Pierre Archinoff, au cours d'un emprisonnement sous le régime tsariste. Il se révéla un stratège de grande valeur en même temps qu'un combattant héroïque, ce qui lui valut de ses hommes le surnom de Batko (Père). Toutefois, les textes de la Makhnovstchina le présentent comme un militant, un inspirateur un peu messie, plutôt qu'un dictateur : «... Pendant les journées les plus pénibles et les plus graves de la réaction en Ukraine, nous avons eu dans nos rangs l'infatigable ami et «condottiere» Makhno, dont la voix se fit entendre à travers toute l'Ukraine, protestant contre toute violence exercée contre les travailleurs, appelant tous à la lutte contre les oppresseurs, les voleurs, les usurpateurs et les charlatans politiciens, qui trompent les travailleurs...» (17). Pour toutes les questions autres que militaires, c'était un Conseil de soldats qui dirigeait l'armée.

(15) *«L'anarchisme»*, p. 114.

(16) Paris, Pierre Belfond, *«Poche-Club/Changer la vie»*, 1972, tome III, p. 36-7.

(17) Programme-manifeste de l'armée insurrectionnelle makhnoviste, cité dans Guérin *«Ni dieu ni maître»*, tome IV, p. 48.

La Makhnovstchina ne voulut jamais que défendre le peuple et éveiller sa conscience, elle ne chercha pas à en prendre la tête : «L'armée makhnoviste n'est pas une armée anarchiste, elle n'est pas formée par des anarchistes. L'idéal anarchiste de bonheur et d'égalité générale ne peut être atteint à travers l'effort d'une armée, quelle qu'elle soit, même si elle est formée exclusivement par des anarchistes. L'armée révolutionnaire, dans le meilleur des cas, pourrait servir à la destruction du vieux régime abhorré ; pour le travail constructif, l'édification à la création, n'importe quelle armée, qui logiquement ne peut s'appuyer que sur la force et le commandement, serait impuissante et même néfaste. Pour que la société anarchiste devienne possible, il est nécessaire que les ouvriers eux-mêmes dans les usines et les entreprises, les paysans eux-mêmes, dans leur pays et leurs villages, se mettent à la construction de la société antiautoritaire, n'attendant de nulle part des décrets-lois.» (18) Les décisions concernant la commune furent prises, presque jusqu'à la fin, par le Congrès régional des ouvriers et paysans, qui dut souvent se réunir sous la protection de l'armée. Lorsqu'en 1920, un accord éphémère fut conclu entre anarchistes et bolcheviks, qui incorporait la Makhnovstchina à l'Armée Rouge tout en lui laissant son autonomie, les makhnovistes ajoutèrent à l'accord une clause affirmant que, dans les régions contrôlées par leur armée, les travailleurs conserveraient leur droit à l'autoorganisation. Enfin, Voline donne des indications intéressantes sur les relations étroites qui unissaient les soviets autogérés à l'armée : la mobilisation libre et volontaire permettait un renouvellement constant de la Makhnovstchina, les combattants blessés ou épuisés retournant à la campagne tandis que de jeunes paysans venaient les remplacer.

Il est clair que la commune ukrainienne n'aurait pu durer quatre ans sans la Makhnovstchina, mais aussi que celle-ci, comme toute armée de partisans, était étroitement tributaire du peuple. Si les bolcheviks vinrent finalement à bout de l'anarchisme ukrainien, ce fut à la fois en profitant

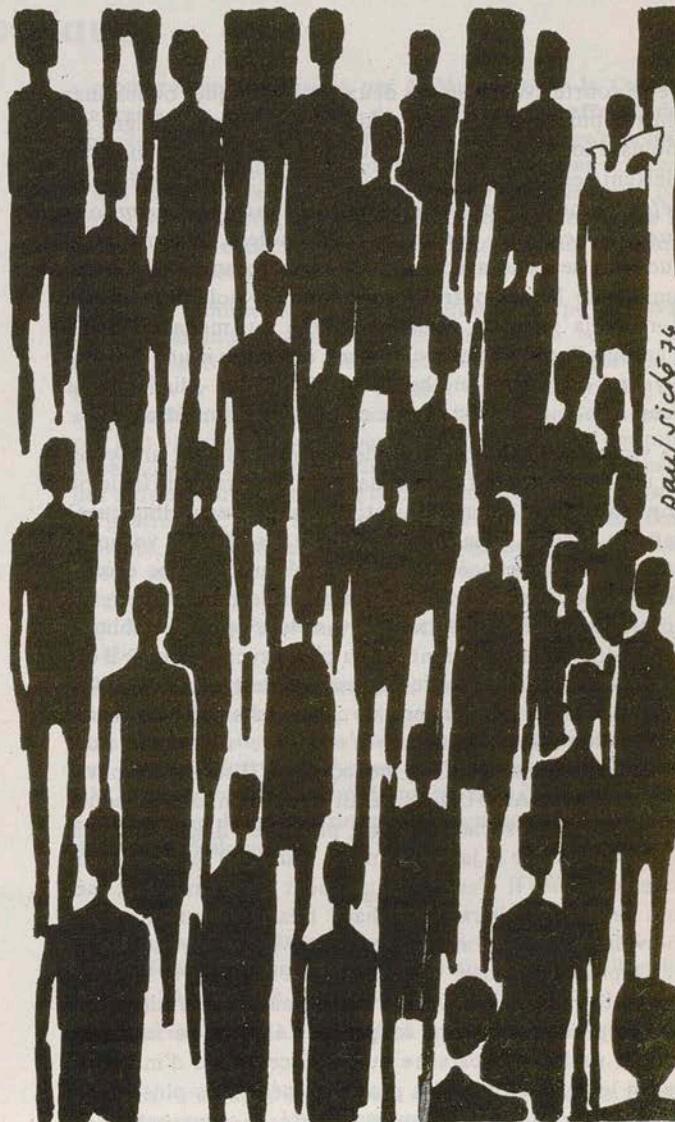
(18) *«La Voie vers la liberté»*, cité dans Guérin, idem, p. 50.

de l'usure d'une population qui lutta sans arrêt depuis des années, en étouffant économiquement la région, en pratiquant le guet-apens pour capturer les principaux officiers de l'armée, et en concentrant de grands moyens humains et matériels pour écraser une troupe qui avait montré sa valeur tant devant les unités blanches que devant l'Armée Rouge. (La liquidation de la makhnovstchina, comme l'extermination des insurgés de Cronstadt, n'est pas l'une des actions révolutionnaires les plus exemplaires de Trotski, chef de l'Armée Rouge à l'époque. Si je rappelle ces faits, ce n'est pas dans une intention polémique, mais pour signaler que, parmi les courants de la gauche, chacun a dans son placard un cadavre que les autres peuvent lui reprocher. L'unité des forces progressistes ne se fera pas sur base d'un rappel incessant et névrotique des erreurs, déviations et crimes du passé).

On obtiendrait ainsi un tableau exemplaire d'une commune autogérée défendue efficacement par une armée autogérée, et victime de seules circonstances historiques. Toutefois, Voline a le courage de signaler certains errements de Makhno et de ses hommes - alcoolisme, brutalité et mépris envers les femmes, tendances à l'autocratisme - qui suggèrent qu'en certaines circonstances, leur position de combattants de la révolution les amena à se conduire comme des soldats ordinaires, voire des soudards : «Le résultat inévitable de ces égarements et aberrations fut un excès du «sentiment guerrier» qui aboutit à la formation d'une sorte de «clique militaire»... Cette clique se permettait parfois de prendre des décisions et de commettre des actes sans tenir compte de l'avis du Conseil (de l'armée)... Elle perdait la juste notion des choses. Elle manifestait du mépris vis-à-vis de tout ce qui se trouvait en dehors d'elle-même. Elle se détachait de plus en plus de la masse des combattants et de la population laborieuse.» (19) Toutefois, Voline se refuse à exagérer les conséquences de ces erreurs, simples plaies que «l'ambiance générale d'un mouvement libre» permettait de limiter. Il indique que Makhno et sa «clique» s'attirèrent l'opposition de la masse de la troupe, et acceptèrent les critiques.

(19) «L'Armée rouge inconnue», tome III, p. 206-7.

8 Pour faire de l'Europe



3. Pour tenter de conclure

Cette courte évocation des deux cas historiques où les anarchistes purent mettre leurs idées en pratique souligne au moins l'importance d'un principe que les non-violents mettent en avant depuis longtemps : *l'instrument de défense doit être organisé selon les mêmes conceptions que la société à défendre.* Mais au-delà, une nouvelle question se pose avec force : est-ce, comme l'affirment sans guère le démontrer les mêmes non-violents, l'utilisation de la violence pour la défense qui menace l'esprit d'autogestion ? Ou est-ce *la seule existence d'une force de défense* - quelques méthodes qu'elle utilise - distincte du peuple, même s'il existe entre eux des relations étroites ?

La violence révolutionnaire, déjà abondamment analysée, est un instrument difficile à maîtriser. Elle rend difficile ou impossible toute communication (autre que belliqueuse) entre la société socialiste nouvelle et les régimes voisins, qui se savent menacés dès que se crée un système économique non basé sur l'exploitation. Elle permet à leurs dirigeants de rendre légitime devant leur opinion publique l'agression qu'ils préparent. Et au plan psychologique, il est difficile de canaliser toute l'agressivité destructrice, proclamée nécessaire, vers l'ennemi de classe, sans qu'elle déborde contre le «déviationniste», c'est-à-dire n'importe quel «autre» qui peut paraître menaçant. L'Histoire a montré que Michel BAKOUNINE était trop confiant lorsqu'il affirmait : «Le socialisme n'est pas cruel, il est mille fois plus humain que le jacobinisme, je veux dire que la révolution politique. Il n'en veut nullement aux personnes, même les plus scélérates, sachant très bien que tous les individus, bons ou mauvais, ne sont que le produit fatal de la position sociale que l'histoire et la société leur ont créée. Les socialistes, il est vrai, ne pourront certainement pas empêcher que dans le premier élan de sa fureur le peuple ne fasse disparaître quelques centaines d'individus parmi les plus odieux, les plus acharnés et les plus dangereux ; mais une fois cet ouragan passé, ils s'opposeront de toute leur énergie à la boucherie hypocrite, politique et

juridique, organisée de sang froid.» (20) En Espagne, après l'échec du putsch, les militants de la C.N.T., comme les autres, ne cessèrent de traquer et de fusiller le «fasciste».

Mais par sa seule présence, la force de défense même non-violente n'introduit-elle pas dans la société la nécessité d'un commandement, d'une hiérarchie, d'une *caste combattante* qui n'a pas de pouvoir économique, mais sur laquelle les travailleurs perdent tout contrôle politique ? Peut-on espérer, comme les Romains en cas de crise, nommer un dictateur pour un an au maximum ?

On me répondra - le plus souvent comme on récite le catéchisme - que la «défense populaire non-violente» repose, par définition, sur l'engagement personnel de chaque citoyen. Cependant les expériences espagnoles (et, en sens contraire, celles de la Chine ou du Vietnam) n'ont-elles pas justement montré que, devant une réaction bien organisée, il faut une défense disciplinée, encadrée, *commandée* ? Les cas de défense civile spontanée - Ruhrkämpf de 1923, insurrection de Berlin-Est en 1953, etc. (21) - ne révèlent-ils pas que ce qui a manqué pour que la résistance puisse durer, c'est, outre une sérieuse préparation, des centres de décision, une coordination, des objectifs précis, des mots d'ordre ?

Camarades, il est grand temps de prendre conscience que la défense de la société socialiste contre les forces réactionnaires est un problème très grave, et *différent de celui de la conquête des pouvoirs*. Il n'est pas question d'attendre que le Grand Soir nous apporte la révélation de sa solution, car rien ne sera donné par surcroît. C'est dès maintenant que nous devons inclure la défense du socialisme autogestionnaire dans nos recherches, théoriques et pratiques ; sinon nos appels à l'objection de conscience, l'insoumission, la désertion, la lutte dans les casernes, n'auront servi qu'à désarmer les travailleurs.

Jean JACQMAIN

secrétaire de la branche belge du Mouvement International de la Réconciliation.

(20) «La liberté» (choix de textes), Paris, Pauvert, «Libertés», 1969, p. 254.

(21) Voir Adam ROBERTS et autres, «Civilian Resistance as a National Defence», Harmondsworth, Penguin Books Ltd., «Pelican Books», 1969.

POST-SCRIPTUM :

Pour une défense civile en Belgique

Sur recommandation d'une session qui s'était tenue à Pâques, le Congrès 1974 de la branche belge du Mouvement International de la Réconciliation (1) a décidé la création d'un groupe de travail chargé d'étudier et de populariser l'idée de défense civile. Il a pour l'instant deux objectifs immédiats :

- organisation d'une session de formation à la défense populaire non-violente, réservée aux objecteurs de conscience en service civil. Elle n'a pu se faire cet été, mais nous pensons pouvoir la mettre sur pied pour Noël.
- traduction et publication des chapitres de l'ouvrage «Civilian Resistance as a National Defence» consacrés aux exemples historiques de résistance civile (Ruhr, Danemark, Norvège, Allemagne de l'Est). Ce travail est en cours, le MIR ayant pu rassembler une équipe de traducteurs bénévoles.

La suite du programme demandera des analyses précises et la plus grande circonspection. En effet, nous pensons, comme je le suggérais plus haut, que la préparation de la défense du socialisme futur doit commencer tout de suite ; mais aussi, que la popularisation de l'idée de résistance civile peut contribuer à détruire le mythe de l'armée indispensable - et surtout à affaiblir l'un des instruments de répression de la bourgeoisie. Toute autre perspective de recherche ne peut conduire qu'aux marécages de la «défense civique», modèle franco-suisse, et à la mobilisation du prolétariat pour protéger l'Etat capitaliste.

Mais d'une part, pour être sérieuses,现实的, de telles recherches ont besoin de moyens - financiers, mais aussi d'information - que les sacrifices des militants et le mécénat privé (mécènes de tous les pays, unissez-vous pour soutenir les petits non-violents purs et durs) ne peuvent assurer. Ensuite, il paraît totalement irréaliste de prétendre mener un travail si important en cachette de la Brigade de Surveillance et de Recherche (nos R.G. à nous). En outre, l'appareil d'Etat belge présente de multiples contradictions idéologiques qui, au prix de luttes longues et parfois dures, permettent à des mouvements militants de reconquérir dans une certaine mesure des institutions que la bourgeoisie prétend utiliser à son profit (actuellement, le MIR est

modestement - subsidié par le Ministère de la Culture française, et le Ministère de l'Intérieur lui affecte des objecteurs en service civil). Enfin, pour reprendre une idée de Robert Chapuis (2), est-il pertinent de laisser à l'écart d'une telle recherche les (rares ?) militaires qui, par scrupule moral ou par conscience de classe (il en existe !), sont prêts à réfléchir sur la nécessité de leur fonction, voire à la remettre en question ?

C'est à la lumière de ces éléments que le groupe de travail devra examiner une des suggestions de la session de Pâques : est-il possible, souhaitable, absurde, dangereux de pousser à la création d'un Institut de défense civile, qui serait patronné par le Ministère de l'Intérieur (et subsidié par lui) et dirigé à parité par des fonctionnaires, des militaires «ouverts» mais mandatés par la Défense Nationale, des universitaires spécialisés dans la recherche sur la paix et la guerre (3), des représentants des mouvements non-violents, des syndicalistes si leurs organisations se déclaraient intéressées ? Cet Institut serait chargé d'étudier soigneusement le concept de défense civile et, s'il aboutissait à des conclusions positives, de le diffuser dans le public.

Tel est l'état de la question en Belgique. Nous accueillerons avec joie les avis, critiques, informations venant d'autres pays où, comme chez nous, le capitalisme se sent des envies d'Etat fort. Prenez contact avec Jean-François LECOCQ, membre du Comité national du MIR chargé de la coordination du groupe de travail : impasse de la Vignette 2 400 Liège, Belgique.

J. Jacqmain

(1) «Cahiers de la Réconciliation», n. 6, juin 1974.
Rédaction : Résidence de la Fontaine-Godets, 7, allée du Paradis 148, avenue François-Molé, 92160 Antony.

(2) Interview dans «Alternatives non-violentes», n.5-6, p.49.

(3) Nos camarades de Louvain éditent «Science et Paix», première revue de Peace Research en langue française. C.R.E.S.U.P. Muntstraat 24, B-3000 Leuven.

LA GUERRE CIVILE EN IRLANDE DU NORD

le rôle de l'armée britannique

Le Monde du 4 Septembre 1974 annonçait : «M. Rees (secrétaire d'état à l'Irlande du Nord) veut transférer à la police certaines tâches de maintien de l'ordre.» Le court article qui suivait précisait que ce transfert soulagerait l'armée britannique par un renforcement du système policier de la province. Ainsi «les effectifs de réserve et à mi-temps de la police irlandaise passeraient progressivement de 2600 à plus de 6500 hommes, et des «centres locaux de police» seraient implantés dans les quartiers des villes ou les régions rurales mal quadrillés jusqu'à présent».

Dans le cadre de ce numéro d'Alternatives non violentes sur l'armée, il est essentiel de se pencher sur le cas de l'Irlande du Nord : pays européen dont la situation politique est obscure pour la plupart d'entre nous. Or ce qui s'y passe représente ce cas, très rare, d'intervention militaire d'un pays européen industrialisé dans un autre pays du monde industrielisé. Il n'est pas question de faire ici l'analyse de la situation politique globale en Irlande du Nord. Il doit être clair cependant que la thèse tendant à faire passer la guerre civile irlandaise pour une simple guerre de religion (ou la guerre d'une minorité devenue guerre de religion), si elle n'est pas sans fondements (*idéologiques*) ne représente pas la réalité.

«Ils (les protestants) comprendront un jour que nous n'en voulons pas plus à ceux qui sont devenus protestants qu'à ceux qui sont devenus catholiques. Ils verront que nous n'en voulons qu'au gouvernement du parti unioniste».

Bernadette DEVLIN

Il s'agit simplement d'apporter à la réflexion habituelle sur l'armée des éléments historiques actuels et se déroulant dans un pays non sous-développé (les cas du Tchad, de la Baie des Cochons, du Chili,... paraissent si lointains !).

15000 soldats britanniques exercent à l'heure actuelle «les tâches de maintien de l'ordre» en Irlande du Nord. L'arrivée des troupes remonte au mois d'Août 1969, il y a 5 ans... il est temps d'en faire le bilan !

L'ARMEE BRITANNIQUE N'A PAS EMPECHE LE SANG DE COULER

Initialement, les troupes devaient empêcher toute effusion de sang, empêcher la guerre civile que les troubles de 1968 avaient relancée.

Or que pouvons-nous constater ? Le sang a continué de couler : les attentats n'ont pas cessé, l'armée est devenue cible aussi bien que meurtrière (le tristement célèbre «dimanche sanglant»,...). Certes on pourra argumenter : le carnage eut été pire si l'armée n'avait pas été présente... Peut-être (cf. plus bas). Ce qui importe est que non seulement elle n'a pas arrêté le sang, mais qu'elle n'a pas permis de réglement politique à la crise.

L'INTERVENTION MILITAIRE BLOQUE L'ISSUE POLITIQUE

Pire, l'armée, comme toutes les armées de «maintien de l'ordre», utilise «ses méthodes propres» par le biais de l'«Emergency Provision Act» (état d'urgence donnant tous les pouvoirs de police à l'armée) qui a conduit aux interne-

ments politiques de membres de l'IRA et de nombreux suspects. Internement dans des conditions... militaires !

Ces mesures sont un obstacle à tout cessez-le-feu. Leur abolition est demandée par l'Association pour les Droits Civiques d'Irlande du Nord, par tous les républicains et les catholiques, mais aussi par des groupes loyalistes protestants tel que «le Concil des Travailleurs d'Ulster» (UWC).

L'armée est un obstacle au règlement politique du conflit.

LES MILITAIRES : UNE PROVOCATION PERMANENTE A LA VIOLENCE

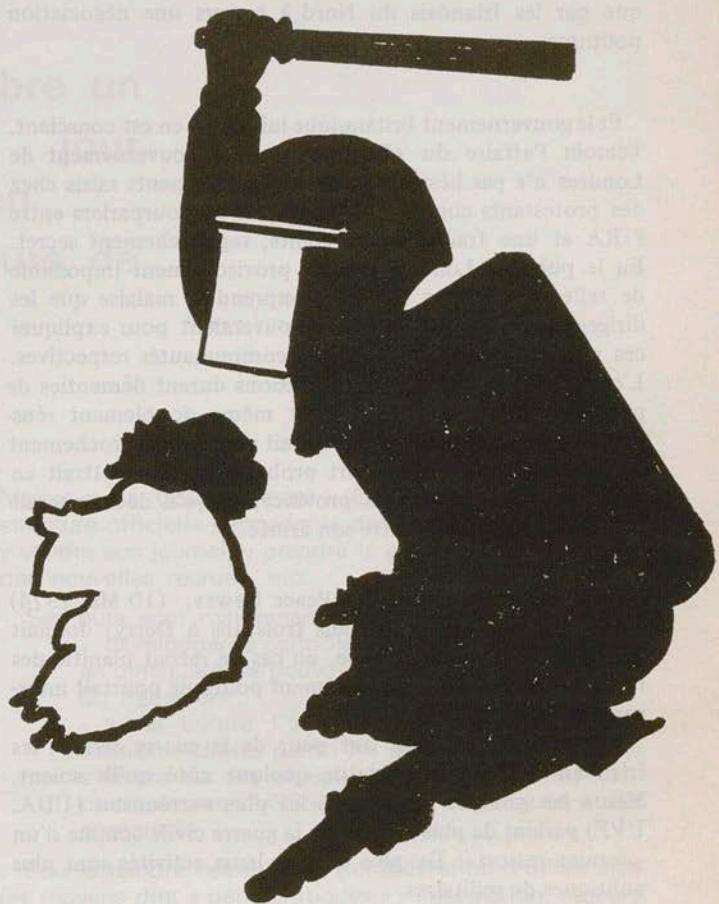
Les troupes sont omniprésentes : les patrouilles de quatre soldats, équipés de gilets pare-balles, rasent les murs des villes ; les baraquements sont protégés ; il m'est arrivé de me faire fouiller 4 à 5 fois en une demi-heure à Derry ; parfois un véhicule blindé circule ; enfin de temps en temps la ronde d'un hélicoptère constitue une provocation évidente.

Les gosses des quartiers déshérités réagissent parfois par des jets de pierres sur une patrouille. Mais à partir de l'adolescence, ils risquent fort de verser dans le maniement des explosifs.

Les soldats provoquent aussi parce qu'ils sont une armée d'*occupation*.

LE VRAI ROLE DE L'ARMEE BRITANNIQUE

Les troupes anglaises ne peuvent qu'entraîner la prolongation du conflit. En effet, le gouvernement de Londres, en contrôlant l'armée et les «opérations de sécurité», garde le pouvoir sur la province. Il exclut ainsi de la table des négociations ceux qui font leur chemin à la bombe. Or ce pouvoir, naturellement pas reconnu par les républicains, est même contesté par les loyalistes. Ainsi Glen Ban (leader de l'UWC) déclarait dans une interview radiophonique : «Mon premier souci est pour cette province (l'Irlande du Nord) ... Je veux garder le lien avec la Grande Bretagne, mais, si cela signifiait qu'à travers ce lien, l'Ulster devait être prise dans



une Irlande Unie, alors je serais le premier à changer et à demander que ce lien soit rompu».

Comme dans toute crise politique la solution ne peut être adoptée que par les gens concernés, pas par une troisième force de pacification extérieure. La Paix ne peut arriver que par les Irlandais du Nord à travers une négociation politique.

Et le gouvernement britannique lui-même en est conscient. Témoin l'affaire du «Boal Plan» : le gouvernement de Londres n'a pas hésité à publier des documents saisis chez des protestants concernant les projets de pourparlers entre l'IRA et une fraction protestante, rapprochement secret. En le publiant Londres rendait provisoirement impossible de telles discussions car on comprend le malaise que les dirigeants de chaque groupe éprouveraient pour expliquer ces négociations secrètes à leurs communautés respectives. L'opération réussit car ces discussions durent démenties de part et d'autre. L'opération fut même doublement réussie : le gouvernement anglais évitait ainsi un rapprochement qu'il redoute, car il est fort probable qu'il remetttrait en cause son autorité sur la province, et qu'il déclencherait même une offensive contre son armée.

Dans un article récent de «Peace News», (10 Mai 1974) Robin Percival (qui vit depuis trois ans à Derry) donnait quatre raisons de croire que, en cas de retrait planifié des troupes britanniques, un règlement politique pourrait intervenir entre les opposants :

- la plupart des gens ont peur de la guerre civile ; les Irlandais veulent la paix, de quelque côté qu'ils soient. Même les groupes protestants les plus extrémistes (UDA, UVF) parlent de plus en plus de la guerre civile comme d'un «dernier ressort». De plus en plus leurs activités sont plus politiques de militaires.

- les soi-disant irréductibles, irréconciliables extrémistes cherchent à parlementer entre eux.

- ces extrémistes «fanatiques», mènent actuellement un travail populaire pour gagner une crédibilité auprès des gens. C'est ainsi que «l'Association de la Communauté du Grant

Ouest de Belfast» (G.W.B.C.A. - association de quartiers) compte dans ses rangs des membres de l'UDA (protestants) et de l'IRA provisoires !

- enfin il est peu probable que l'UDA et l'IRA croient en la possibilité d'une victoire en cas de guerre civile.

L'ARMEE DE GUERRE CIVILE

Alors, que penser de cette armée anglaise ?

C'est une armée de guerrilla urbaine dont le rôle est de défendre un certain ordre social contre le peuple lui-même. C'est une armée de guerre civile qui s'entraîne à contrôler une population semblable à celle dont elle est issue : Témoins les manœuvres de débarquement qu'elle a effectué en Angleterre-même...

C'est là l'analyse que nous, français, devons en tirer. Que l'armée endoctrine, qu'elle serve à briser des grèves (services publics), qu'elle serve à la répression impérialiste (Algérie, Tchad), cela fait partie des accusations que nous avons l'habitude de lancer et que les gens peuvent palper. Que ce soit une armée de guerre civile voilà une accusation qui nous fait passer pour de fanatiques antimilitaristes...

Alors il nous faut citer les manœuvres de Belle-Ile (Oct.70), de Hainaut (Nov. 71), de Beauce (Mars 72), où l'armée française se prépare à lutter contre la subversion. Il nous faut citer M. Fanton, ex-secrétaire d'état à la défense : «La Défense Opérationnelle du Territoire est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en Mai 1968» (19/1/70).

L'intervention armée en Irlande du Nord est un cas réel, connu. L'armée n'a pas pour but de maintenir la paix. Elle cherche à préserver un certain ordre social avec ou contre le peuple.

Pierre FABRE

UNE PROPOSITION INTERNATIONALE OUVERTURE DES RECOURS SOCIAUX

ARMEE, SOCIALISME ET... DEMOCRATIE EN FINLANDE

Giscard sera-t-il membre un
jour
d'un comité de soutien
aux objecteurs de
conscience ?

En Finlande, comme en France, il y a ceux qui luttent à l'intérieur de l'armée et ceux qui luttent à l'extérieur. Mais la comparaison doit s'arrêter là...

A l'intérieur de l'armée, s'est constituée, depuis 5 ans, une « Confédération des Conscrits » sur les bases suivantes :

1. amélioration de la situation économique et sociale des conscrits durant leur service (240 jours) ;
2. disposer d'un moyen d'information pour les conscrits et d'un porte-parole face à l'Etat-Major, le Gouvernement et l'opinion publique ;
3. indépendance totale vis-à-vis des partis politiques (même si la plupart de ses militants sont socialistes ou communistes), avec pour seul but politique le « contrôle démocratique de l'armée ».

Cette Confédération (10 000 membres, dont 3 000 conscrits en service) est présente dans 30 garnisons sur 40. Outre une augmentation de la solde, son résultat le plus étonnant est sa reconnaissance officielle par l'Etat-

Major et le Gouvernement ! Elle dispose ainsi d'une structure officielle permanente dans la caserne ; elle peut y vendre son journal, y prendre la parole lors de l'accueil des nouvelles recrues, etc.

Ses buts sont maintenant :

- développer le contrôle démocratique de l'armée en diminuant les pouvoirs de l'Etat-Major au profit du Parlement ;
- lutter contre l'influence (très puissante) de l'extrême-droite parmi les officiers, influence qui s'exerce sur les objectifs même de l'armée (attitude envers l'URSS) et sur l'« éducation » des conscrits.

Pour atteindre ces buts, la Confédération n'utilise que les moyens dits « démocratiques » : information, recours aux députés, entrevues avec l'Etat-Major et le Gouvernement, discussions avec les officiers dans une structure analogue aux « comités d'entreprise » français. Seule organisation engagée dans ce type de lutte, elle ne remet pas en cause la politique de défense.

A l'extérieur de l'armée, la lutte antimilitariste est fortement dominée par l'ensemble des objecteurs de conscience (600 actuellement), tous regroupés dans un seul comité de soutien : le Sadankomitea, orienté sur l'antimilitarisme, sans plus : le service civil est proposé comme « moyen non militaire de construire la paix », et la tradition militariste finlandaise est combattue (la Finlande, après 45, a dépensé pour son réarmement plus d'argent qu'aucun pays neutre) ainsi que la tradition anti-soviétique liée à ce militarisme.

Les objecteurs finlandais, dont le nombre croît rapidement, ont leurs problèmes bien « classiques » : obtention du statut, affectation autoritaire au service civil, hostilité de l'opinion publique... Mais deux faits sont à noter :

Soutenant les étudiants qui, en 68 et 69, occupaient l'Université, le Président de la République, Kekkonen, en a profité pour parler de l'intérêt et de la nécessité de l'objection de conscience ! Il est même, personnellement, membre bienfaiteur du comité de soutien...

Depuis 7 ans, ce comité a été officiellement reconnu comme organisation de jeunes et largement financé par l'Etat ; chaque comité local reçoit en outre un financement des municipalités : ils s'occupent des jeunes et les empêchent de traîner dans la rue...

Les revendications des objecteurs sont :

Obtention du statut automatique, par simple démarche administrative.

Participation des objecteurs à la commission qui affecte au service civil.

Peu axés sur la non violence (pratiquement inconnue en Finlande), les objecteurs sont souvent, plus que chez nous, conscients des dimensions internationales de leur lutte : certains font leur service civil dans des « centres universitaires de recherche-sur la paix », où ils étudient les conflits internationaux, et font des recherches sur les structures internationales.

FAUT-IL S'ETONNER ?

On ne peut s'empêcher de s'étonner des possibilités légales offertes à la Confédération des Conscrits et au « Sadankomitea » pour mener leur lutte et développer leur influence.

Ceci s'explique en partie par le haut niveau de démocratie qui marque la vie politique finlandaise depuis le début du siècle (les femmes votent depuis 1906...). Mais surtout cette attitude démocratique permet à l'intérieur de la gauche, aux différences idéologiques de s'exprimer sans qu'il y ait besoin d'organisations minoritaires ou « dissidentes » ; un seul grand parti socialiste, un seul grand parti communiste, une seule confédération des conscrits, une seule organisation d'objecteurs, etc.

UN MANQUE ?

Un militant antimilitariste français ressent vivement le manque de radicalisation et de combativité des luttes finlandaises. En ne recourant qu'aux moyens « démocratiques », on limite aussi les objectifs à ce qui est « acceptable » par une grande masse... C'est un cercle vicieux : sortir des moyens « démocratiques », c'est courir le risque de voir une grande partie des forces progressistes se détourner de soi ; s'en tenir à eux, c'est faire du surplace... On peut se demander si ce n'est pas la non violence qui permettrait de sortir de cette impasse.

UNE QUESTION OUVERTE

L'exemple finlandais pourrait nous aider à mieux voir ce que pourrait être la position des mouvements non violents dans la gauche française. De nombreux militants ou leaders de gauche s'intéressent à la recherche non violente ; mais l'accord achoppe toujours sur la question de l'armée et de la défense. En Finlande la défense repose moins sur l'armée que sur une politique internationale originale : c'est une solution pour la période de transition entre défense militaire et défense populaire non violente. Il est donc très regrettable que les non violents français se désintéressent presque complètement des questions internationales (ONU, conférence sur le désarmement, World Peace Council, etc.). Ce problème de transition entre la société actuelle et la société non violente n'est presque jamais débattu parmi les non violents, qui préfèrent rêver à la société idéale... Il faudrait pourtant bien y songer.

François MARCHAND

UNE INSOUMISSION INTERNATIONALE QUI PART DE PERSPECTIVES SOCIALISTES

Initiateur de cette campagne d'un genre nouveau, notre ami Jean FABRE répond à nos questions.



A.N.V. -- *Ce qui frappe dès l'abord, Jean, c'est que tu penses «international». Fait-on erreur en disant cela ?*

Jean FABRE -- Non, c'est vrai. Cela me semble fondamental si nous voulons être efficaces dans nos luttes et réalistes par rapport à la situation actuelle. Notre lutte est avant tout une lutte de transformation des structures sociales et des rapports humains. Nous visons une société juste qui devrait passer par l'étape du socialisme autogestionnaire. C'est notre point de départ, et il implique entre autre chose; une lutte contre la militarisation. Il nous faut voir en conséquence quels sont les véritables lieux où se détiennent les pouvoirs. Nous nous rendons compte que nous faisons face maintenant aux firmes multinationales, aux alliances militaires internationales, aux jeux des pressions politiques et économiques. Le cadre dans lequel doivent se dérouler nos luttes devient donc clair. Il nous faut voir la dimension réelle de la communauté humaine à laquelle nous appartenons et dans laquelle il faut situer nos solidarités. Cela me rappelle une discussion récente sur la coopération. On se demandait comment aborder ça, et je disais : «Il faut d'abord se poser le pourquoi de la coopération.» C'est la même démarche que je fais maintenant : pourquoi la solidarité internationale ? Or la réalité du monde dans lequel on est, c'est que lorsqu'on regarde ce qu'on a sur notre table le matin au petit-déjeuner ou dans la journée à n'importe quel moment ; lorsqu'on se sert d'une voiture comme nous tout à l'heure et qu'on va prendre de l'essence, ce qu'on voit, ce sont des choses qui viennent d'ailleurs. Il y a des choses que l'on produit et que l'on échange avec l'étranger, il y a des choses de différents pays, mais en fin de compte, on ne peut pas vivre à l'heure actuelle, de la façon dont on vit, sans les autres. Aussi est-il complètement faux de se limiter au cadre très étroit de la nation, et on est obligé de regarder les choses avec une dimension internationale. Les types qui sont en Afrique, les types qui sont en Amérique Latine ou du Nord, les types qui sont en Asie et ceux qui sont dans d'autres pays d'Europe, ils font partie, d'une certaine façon, de notre

communauté. On ne peut plus inscrire nos combats pour la justice simplement dans le cadre de la lutte des classes dans notre pays ; ces luttes sont tout à fait internationales.

A.N.V. -- *Ça, c'est donc l'explication du visage international de votre campagne. Mais est-ce qu'on peut te demander comment est née en toi, en vous, l'idée de ce choix de lutte ?*

Jean FABRE -- Il y a un certain nombre d'années déjà, nous étions plusieurs à nous poser des questions. Personnellement, j'ai considérablement évolué. J'ai d'abord été militant politique (je le suis toujours !), et pour moi, les objecteurs, les non violents, etc., c'était des gens qui étaient des rigolos, voire à la limite, des gens dangereux, parce que quand on a une activité politique, on a quelquefois l'impression que ces gens-là sont des gens qui travaillent d'une façon telle, que leur message ne peut pas être correct, ou que leurs luttes sociales sont douteuses. Ça jusqu'au jour où j'en suis venu à respecter un peu tout ce qui était autour de la non violence, à cause de mon cheminement personnel, à cause de rencontres convainquantes... Il y a un certain nombre de personnes, en effet, dont les engagements sont tels, qu'on voit bien sans avoir à les interroger, que leurs solidarités avec les luttes politiques sont claires. Alors petit à petit, j'en suis venu moi aussi à prendre des positions qui étaient de plus en plus claires ; j'en suis venu de la position qui était, disons, «pour l'armée», à la position : «Il ne faut pas aller à l'armée».

Il y avait alors pour moi plusieurs possibilités, étant donné ma formation d'ingénieur : la coopération, l'assistance technique, la recherche scientifique... Mais progressivement, j'en suis arrivé à me dire : ça ne va pas assez loin, je me place vraiment dans un système de privilégiés. Et j'ai pensé à l'objection. Mais je me suis posé des questions aussi sur l'objection... et finalement j'en suis arrivé à prendre la direction de l'insoumission.

A ce moment-là, je me suis retrouvé avec un certain nombre d'autres personnes qui avaient fait un cheminement semblable. Mais l'époque n'était pas mûre pour que nous entreprenions quelque chose ensemble. D'une part, nos dates d'appel sous les drapeaux étaient terriblement éloignées les unes des autres. D'autre part, personnellement, je n'avais encore pas pris le chemin, si tu veux intérieurement, pour me sentir suffisamment costaud. Ce n'est que plus tard, il y

a deux ans, qu'alors il n'y eut plus de doute pour moi ; ce que je devais faire, c'était une insoumission internationale. Et là commençait la difficulté : comment trouver d'autres personnes avec lesquelles je ne me trouve pas simplement en sympathie, mais avec lesquelles il soit possible de faire état d'une expression claire, parce que lorsqu'on veut mener une lutte qui ait un certain caractère social, lorsqu'on veut porter un message et changer un certain nombre de choses, il faut que l'expression soit claire ? De multiples rencontres, prises de contact, etc., ont été nécessaires.

ESSAYER D'ETRE CONSEQUENT AVEC SES IDEES

A N V -- *Tres bien. Mais comment en es-tu arrivé justement à te sentir plus dans la direction de l'insoumission que dans celle d'une autre forme de résistance à l'armée ?*

Jean FABRE -- Je crois qu'il y a au départ quelque chose d'important : le facteur humain. C'est-à-dire qu'il y a une décision qui est très personnelle, en même temps qu'il y a un cheminement très politique. Et pour moi, j'en suis arrivé à un moment où j'ai changé pas mal de choses dans ma vie. J'avais un métier qui me rapportait pas mal d'argent, qui était très confortable et qui m'offrait un tas de possibilités... Je me suis remis en cause à partir de là, et des gens qui sont ici ont contribué à cette remise en cause. C'est tout un ensemble de choses qui fait qu'on en arrive à une telle position.

A N V -- *D'accord. Mais l'insoumission représente un choix stratégique. Il y a des copains, qui tout en n'acceptant pas l'existence de l'armée, y vont cependant, espérant pouvoir lutter à l'intérieur...*

Jean FABRE -- C'est vrai, j'aurais pu dire : Je vais choisir d'aller à l'armée. Mais je crois qu'une des choses que l'on essaye de faire dans notre engagement, dans toute notre réflexion à partir de la non violence, c'est précisément d'essayer d'être vrais, d'être le plus conséquent possible, d'harmoniser au mieux nos façons de faire avec nos idées. Or je me vois mal dans l'armée en train d'essayer de faire un

certain travail, de pousser les autres à une réflexion, de dire : « Il faudrait peut-être tenter telle chose... », et dans le même temps, chaque fois que je recevrai un ordre, je ramperai comme les copains, je saluerai comme les copains, etc... Il n'y a pas de choix à l'armée, or comme je crois que dans de telles situations, il s'avère extrêmement difficile de communiquer quelque chose au niveau simplement de la parole...

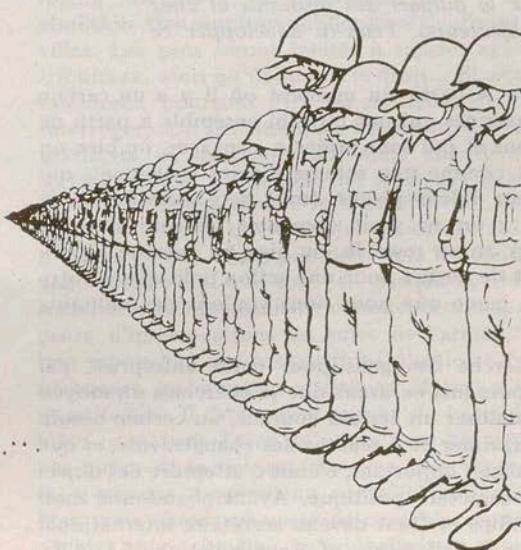
Pour moi, l'expérience que j'ai faite dans le milieu du travail a été très importante à ce sujet. Je suis arrivé dans un milieu industriel où j'apparaissais un peu comme un original. J'avais des idées politiques, je militais en plus de cela dans les milieux non violents... Au début, ça a d'ailleurs suscité un certain intérêt, des discussions se sont créées... Mais qu'est-ce qui pouvait passer, finalement ? J'avais ces idées là, et cependant je faisais le même boulot que mes collègues, je bénéficiais de la même condition de privilégiés... Je n'étais pas crédible. Il fallait que j'aille plus loin, car il n'y a qu'à travers le concret que les gens peuvent se rendre compte de quelque chose.

Ma vie s'est alors orientée de façon semi-communautaire. Et puis dans mon travail même, j'ai eu des choix à faire,

comme par exemple lorsqu'on m'a proposé de travailler avec la Direction des Recherches et Moyens d'Essais (D.R.M.E.), organisme chargé d'harmoniser les recherches scientifiques sous l'égide de l'armée. Quand on dépasse le barratin, les gens se laissent interroger. Or à l'armée, je ne me serais pas senti de taille, je crois, à poser des actes de refus. Et puis, est-ce seulement possible ?

Beaucoup de faits, ainsi, sont intervenus. Le fait d'avoir un gosse, notamment. Qu'est-ce qu'on leur prépare à ceux qui viennent derrière ? Quand je regarde mon fils de cinq ans, je me dis : « A travers quoi va-t-il devoir passer ? ». Et quand je regarde tout ce qui nous entoure, je me dis qu'il y a des tas de choses que l'on doit changer, qu'il y a des tas de choses qui sont l'absurde le plus complet, et que pour les changer, il faut avoir des attitudes conséquentes, radicales. Ne pas aller à l'armée me semble en être une.

Bien entendu, on se retrouve avec ceux qui vont à l'armée pour lutter à l'intérieur, qui dénoncent de l'intérieur l'armée en tant qu'armée de classe, en tant que pilier du pouvoir, en tant qu'armée briseuse de grèves, en tant que moteur d'un système économique, en tant que force anti-populaire qu'on peut utiliser dans les territoires d'Outre-Mer ou au Tchad,



etc. Dans nos analyses et dans nos solidarités, on se retrouve avec les autres, mais je crois qu'on adopte une attitude un peu plus proche de ce que nous croyons en nous insoumettant de la façon dont nous le faisons.

Je crois, en effet, que pour construire la société que nous voulons, une société où tout le monde puisse prendre des responsabilités, où tout le monde participe aux prises de décisions à tous les niveaux... ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, il importe de passer par l'école du contraire. En voulant lutter au sein de l'armée, on risque d'être accaparé par des tâches à caractère d'immédiateté, et oublier que l'important c'est la suppression de l'armée, le non-passage des jeunes par elle.

UN POINT DE DÉPART POUR UNE ACTION POLITIQUE

A.N.V. -- *On constate donc chez toi un souci de cohérence personnelle, de besoin d'agir en conformité avec tout ce que tu penses. Mais tu ne fais pas pour autant de ton choix une affaire simplement le refus de faire quelque chose avec lequel tu n'es pas d'accord (position que l'on rencontre chez la plupart des insoumis et chez beaucoup d'objecteurs). Peux-tu développer ce point ?*

Jean FABRE -- A partir du moment où il y a un certain nombre de personnes qui ont réfléchi ensemble à partir de leurs convictions et qui sont prêtes à s'engager, ou bien on considère cela comme une somme d'actes individuels qui ont chacun leur valeur propre (tout acte individuel a sa valeur propre ; on ne peut comparer tel acte avec tel autre), et alors on en reste là, ou bien on cherche à faire de ça un point de départ pour une action politique -- notre choix à nous, parce que nous nous voulons des militants politiques.

Quand j'ai cherché des gens pour cette entreprise, j'ai d'ailleurs toujours mis en avant que je cherchais un moyen d'arriver à cristalliser un certain courant, un certain besoin des gens à s'exprimer et à réaliser des changements, et que ce qui me paraissait important, c'était d'atteindre des objectifs ayant un caractère politique. Ayant abandonné mon travail chez Philips et étant devenu secrétaire international de l'International Fellowship of Reconciliation (I.F.O.R.)

(l'Internationale non violente), je me suis vu faciliter la tâche par tous les contacts internationaux qu'il m'était dès lors possible de prendre. J'ai discuté avec beaucoup de gens dans beaucoup de pays, et il y a des endroits où vraiment les encouragements ont été très importants, comme aux Etats-Unis, où toutes les actions de résistance se sont considérablement développées à partir de la guerre au Vietnam.

Petit à petit, nous nous sommes ainsi retrouvés de plus en plus nombreux, tous bien conscients que les véritables centres de pouvoir aujourd'hui ce sont les sociétés multinationales, ce sont les alliances militaires, ce sont les groupes politiques qui se constituent en blocs, et que nous devions élaborer une stratégie à dimension internationale. Actuellement, en tant qu'insoumis réels, nous sommes neuf : cinq Français et quatre Allemands. Mais en tant que communauté agissante, nous sommes déjà à un niveau beaucoup plus large. Dès maintenant, il y a des gens d'un peu partout qui participent à la mise en place de la campagne. On en trouve en France et en Allemagne bien entendu, mais aussi en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord et du Sud, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suisse, en Italie, aux Etats-Unis et au Canada, et dans d'autres pays encore. Nous avons réussi à constituer un véritable regroupement de forces internationales, non pas sur la base : « L'insoumission, c'est la seule solution ! », mais sur une volonté commune de lutte contre un système, contre le système militaire qui est en place de façon tentaculaire, qu'il ait la figure de l'O.T.A.N., celle du Pacte de Varsovie... ou une autre.

PAS DE PROVOCATION A L'INSOUMISSION

A.N.V. -- *Oui, c'est cela. Il est important de préciser que vous ne voulez pas faire de la provocation à l'insoumission...*

Jean FABRE -- Certainement, et les raisons de ce choix sont assez claires pour le moment. Nous cherchons à poser une question à l'ensemble des forces de gauche, qu'elles soient politiques ou syndicales. A partir du moment où on veut dialoguer avec celles-ci, il faut que, partant des perspectives socialistes elles-mêmes, on essaye d'avoir nous-mêmes des attitudes cohérentes, mais qu'on ne pousse pas les gens au-delà de ce qu'ils sont capables d'accepter à l'heure actuelle. Nous nous plaçons dans leurs perspectives à eux qui sont aussi les nôtres, disant : Nous avons des options qui sont fondamentalement des options socialistes autoges-

tionnaires, et si nous nous insoumettons, c'est par fidélité à celles-ci.

Donc, on cherche à poser une question. D'un autre côté, il y a tous les problèmes que posent les appels à l'insoumission. Je ne pense pas, de toutes façons, qu'un appel à l'insoumission puisse vraiment déterminer des gens à s'insoumettre : on ne peut arriver à l'insoumission qu'au terme d'un long cheminement, et même un «coup de tête» répond à des choses plus profondes. Le danger de l'incitation à l'insoumission, en revanche, c'est qu'il fasse croire que l'insoumission, c'est facile. Or ce n'est pas facile. Et on n'a pas le droit de se lancer dans l'insoumission sans s'y être personnellement sérieusement préparé, sans se sentir assez fort pour passer à travers un certain temps de prison, de rejet social, de brimades peut-être, etc... Et enfin, je crois qu'il faut arriver à faire quelque chose qui soit politique. Il faut qu'il y ait un mouvement ; il ne faut pas que les individus soient isolés, sinon ce qu'on fait n'a pas de portée politique, et il y a le risque que les personnes finissent par se retrouver complètement déstructurées, perdues, surtout lorsqu'on sait que l'Etat joue sur les dates auxquelles il fait arrêter les gars, et autres moyens qu'il a à sa disposition.

A.N.V. — Pourrais-tu préciser les étapes et les objectifs à court terme de cette campagne ?

Jean FABRE — En premier lieu, on part de l'analyse que tout ce qui peut permettre d'introduire des formes de démocratie dans les institutions même militaires, est quelque chose qui a des chances de nous rapprocher de cette société autogérée qu'on veut avoir. Tout obstacle extrêmement fort au développement de l'expression des personnes, en effet, empêche l'évolution vers l'autogestion. C'est valable pour l'usine, c'est valable pour l'école... il nous semble que ce l'est aussi pour l'armée. Étant confrontés immédiatement aujourd'hui au problème militaire, nous posons la question sur ce plan là, mais nous pensons que les autres plans sont tout aussi importants.

En 1974, il y aura eu, en France, 275.000 jeunes qui seront passés par l'armée. La moyenne est en général plus faible : 225 - 250.000. Il faut bien que quelque chose se fasse, pour eux, pour nous ! Un mouvement de plus en plus puissant se développe d'ailleurs en ce moment, dont le dernier épisode est cette manifestation de rue d'appelés de Draguignan. Il s'agit pour nous d'apporter notre contribution à la forma-

tion du climat qui obligera le pouvoir à modifier la condition tant des soldats que des objecteurs de conscience. Et d'une façon qui nous sera plus propre, nous voulons que notre campagne aboutisse à la suppression, à terme, des tribunaux militaires. Pour cela, nous essayons de préparer quelque chose de très construit, et nous pensons avoir des chances de voir les milieux politiques et syndicaux nous rejoindre sur cet objectif bien précis. Nous concevons un travail très systématique à ce niveau. Beaucoup de juristes sont déjà dans le coup.

Le premier octobre, nous allons tenir une conférence de presse internationale, qui sera notre premier acte public. Dans toutes les étapes que nous franchirons, le caractère international de notre lutte sera souligné. C'est ainsi à des instances internationales que nous déclarerons notre insoumission. Et c'est à un public international que nous ne cesserons de nous adresser. On comprendra que nous ne puissions dévoiler beaucoup plus...

Disons cependant que nous avons réalisé tout un matériel d'information, à destination tant des milieux militants, de diverses instances que du grand public, principalement sur cette question des tribunaux militaires, le scandale qu'ils constituent, l'importance que leur existence joue dans la réalité militaire et les possibilités qu'il y a d'obtenir leur abolition. Des réunions publiques se tiendront dans plusieurs villes. Les gens seront incités à assister aux séances de ces tribunaux, ainsi qu'ils-en ont le droit... Et nous pensons que nombreux pourront être les militants qui iront voir et interroger, non seulement les instances nationales des partis, syndicats ou mouvements, mais encore et surtout les sections locales, l'ensemble des sections locales.

Nous souhaitons mettre le maximum de gens en marche, aussi bien sur la question des tribunaux militaires que sur d'autres : nous avons pris pour cela les contacts utiles. Au vrai, tous ceux qui sont en recherche dans le sens du socialisme autogestionnaire commencent à se poser le même genre d'interrogations au sujet de l'armée, et nous avons bon espoir que nos propositions d'action recevront l'écho nécessaire, les réponses attendues. Mais il y a une façon de questionner. Il faut partir autant de bases sociales que de bases politiques. Parce qu'on ne peut pas parler de l'armée, pas parler de la défense, si on ne commence pas par poser les questions touchant au contrôle politique, aux possibilités pour chacun-chacune de contrôler sa propre vie et de décider pour soi-même, individuellement et collectivement...

UNE FAÇON AUTOGÉRÉE DE TRAVAILLER

A.N.V. — Mais au plan de l'organisation de la campagne, comment avez-vous choisi de fonctionner ? Y a-t-il un organe de centralisation des initiatives ?

Jean FABRE — Les gens qui sont d'ores et déjà partie-prenante de notre initiative sont constitués en collectif de base qui reste absolument ouvert, et qui le restera durant toute la campagne. Ce n'est pas quelque chose de sectaire ou de partisan. Tout n'est pas déjà entièrement programmé, et la campagne prendra le tour que tous ceux qui y adhéreront voudront lui donner. Toute personne voulant prendre des responsabilités pourra, à n'importe quel moment, s'intégrer au collectif. Nous ne voulons pas simplement atteindre des objectifs : nous voulons également expérimenter une certaine façon de travailler, une façon autogérée. Si nous voulons une société autogérée, il faut bien que nous nous compromettions nous aussi déjà dans l'autogestion.

Il convient de souligner, d'ailleurs, et on l'aura compris, que notre insoumission ne doit pas être l'aspect central de la campagne : ce n'est que le point de départ, le détonateur. Quand nous serons emprisonnés, il ne s'agira pas de centrer les énergies sur l'obtention de notre libération. Demander la libération d'objecteurs ou d'insoumis emprisonnés est un objectif tout à fait louable et normal, mais dans le cas présent, nous sommes une équipe de personnes qui ont muri leur décision longuement, et ce que nous disons, c'est : surtout, le plus grand bien que vous puissiez faire, c'est de ne pas dévier la lutte politique ! Il faut que nos amis se centrent sur ce pourquoi nous prenons ce genre de position...

Nous espérons que de nombreux lecteurs s'associeront à cette campagne ; pour prendre contact avec le «collectif de base», écrivez à : B.P. 129, 92 MONTROUGE.

alternatives non violentes

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant:
France : 30 F - Etranger : 25 F - De soutien : 50 F - Belgique :
200 FB - Suisse : 18 FS.
Chèques, mandats ou timbres
C.C.P. 2915.21 Lyon.
Adresse : 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon,
Tél. (78) 53.23.06

NUMEROS PRÉCÉDENTS :

On peut s'abonner à partir
du n° 4 : Pourquoi la non violence ?
ou du n° 5-6 : Pour une révolution culturelle

NUMEROS EN PROJET

Education et non violence.
Militer, mais comment ?
L'Inde, l'Afrique, l'Amérique du Sud et la non violence.

Collaborateurs : Membres du Mouvement Lyonnais d'Action Non Violente (68, rue Mercière, 69002 Lyon).
...et tous ceux qui enverront des articles !
Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON. Directeur de Publication : Georges DIDIER.
Secrétaire : Monique CHAMOUX.

Dépôt légal : 4^e trimestre 1974

Imprimerie HASSLER, 69400 Villefranche



sommaire

Editorial, par Ch. Delorme	1
Roger Garaudy répond à nos questions	3
Une Société para-civile, par P. Virilio	7
Autogestion et défense armée, par J. Jacqmain	16
La guerre civile en Irlande du Nord, par P. Fabre	26
Armée, socialisme et... démocratie en Finlande par Fr. Marchand	29
Une insoumission internationale : interview de Jean Fabre	31